

LES CAHIERS DE L'IRW



CHILI 1970-1973

IRW
CGSP

CAHIER I
MILLE JOURS D'UNE VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME

IRW CGSP

Cette publication est réalisée sous la responsabilité
de l'Interrégionale wallonne de la Centrale Générale des Services Publics (IRW-CGSP).

Dans un souci de lisibilité du texte, les termes sont toujours exprimés au masculin.
Il faut donc systématiquement comprendre ces mots comme visant tous les genres.

Les différents textes publiés n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas forcément l'opinion de l'IRW-CGSP.

L'IRW-CGSP remercie particulièrement Monica Cantillana-Poblete pour la mise à disposition des affiches
du fonds d'archives mis sur pied par Sergio Poblete.



SOMMAIRE

LES CAHIERS DE L'IRW

CHILI 1970 – 1973

CAHIER I – MILLE JOURS D'UNE VOIE CHILIENNE VERS LE SOCIALISME

- 3 / Introduction – Reconquérir l'Histoire qui est nôtre – *Patrick Lebrun et Laurent Pirnay.*
- 4 / Testament philosophique – *Laurent Pirnay.*
- 8 / Le Chili d'Allende: Mille jours pour ébranler le monde – *Vaïa Demertzis.*
- 14 / « L'Octobre rouge » chilien et la naissance des cordons industriels – *Franck Gaudichaud.*
- 18 / La politique économique du gouvernement Allende. Enseignements pour les temps présents – *Xavier Dupret.*
- 26 / Allende et la loi 17.729. Évocation d'une politique indienne – *Jean-Paul Mahoux.*
- 32 / Éducation et culture des arts dans le Chili de l'Unité populaire. Quels enseignements pour les conceptions pédagogiques contemporaines ? – *Thomas Franck.*
- 40 / Victor Jara, le frondeur enthousiaste – *Pierre Vermeire.*
- 46 / La puissance politique de la poésie – *Vaïa Demertzis.*
- 50 / Pistes pour approfondir.

INTRODUCTION

RECONQUÉRIR L'HISTOIRE QUI EST NÔTRE



En 1995, Ignacio Ramonet, rédacteur en chef du *Monde diplomatique*, définissait la « pensée unique », de la façon suivante: « Dans les démocraties actuelles, de plus en plus de citoyens libres se sentent englués, poissés par une sorte de visqueuse doctrine qui, insensiblement, enveloppe tout raisonnement rebelle, l'inhibe, le trouble, le paralyse et finit par l'étouffer. Cette doctrine, c'est la pensée unique, la seule autorisée par une invisible et omniprésente police de l'opinion¹ ».

Sous l'emprise de cette police de l'opinion se sont opérés de nombreux mais subtils changements sémantiques pour modifier notre perception du monde et donc notre capacité de revendications.

C'est ainsi que les services publics sont devenus des services d'intérêt économique général; l'égalité, l'équité; les cotisations sociales, des charges sociales; la grève, une prise en otage; le salaire étant réduit, pour sa part, au pouvoir d'achat...

A travers ces changements, c'est toute l'histoire sociale que certains voudraient gommer. Cette même histoire qui nous apprend qu'il n'y a pas de progrès social sans luttes sociales, sans la mise en place d'un rapport de forces.

Cette perte progressive de nos repères nuit à notre capacité d'action et de mobilisation, il faut donc regagner la bataille des symboles et des valeurs car, comme le souligne Frédéric Lebaron, « la démoralisation des classes populaires [...] est peut-être aussi la conséquence d'une défaite symbolique: les opinions « ouvrières », telles que le mouvement social les avait façonnées, ont été disqualifiées par un travail politique et médiatique, et considérées comme des archaïsmes dangereux² ».

Voilà un des objectifs que s'assigne l'IRW-CGSP, « repartir à l'offensive » pour regagner la bataille des mots, des valeurs et du style. Pour reconquérir cette histoire qui est la nôtre.

Il s'agit d'une bataille culturelle, condition indispensable à toute conquête sociale.

Le militant syndical doit être un commentateur avisé de l'actualité sociale et politique. Afin de favoriser l'émergence d'actions collectives, intersectorielles et interprofessionnelles, il doit avoir une vue globale de tous les enjeux socio-économiques.

C'est à cet édifice que l'élaboration des « Cahiers de l'IRW » entend apporter sa pierre en complétant notre trimestriel Tribune et nos capsules vidéos.

Patrick LEBRUN, Secrétaire général de l'IRW-CGSP
et Laurent PIRNAY, Secrétaire général adjoint de l'IRW-CGSP.



1. <https://www.monde-diplomatique.fr/1995/01/RAMONET/6069>

2. Frédéric Lebaron, *Le Savant, le Politique et la Mondialisation*, Editions du Croquant, 2003.



TESTAMENT PHILOSOPHIQUE

« Jeunes gens qui me lirez peut-être pensez-y,
 les bûchers ne sont jamais éteints et le feu pour vous peut reprendre »
 Pierre Seghers

Fresque Allende à Pessac



Nous sommes aux premières heures du 11 septembre 1973, jour où le Camarade-Président Allende a décidé d'annoncer la tenue d'un référendum afin de mettre fin à la crise politique qui secoue le pays depuis les élections législatives de mars 1973.

Depuis 3 ans, l'action du Gouvernement Allende est entravée par les États-Unis, les récentes archives déclassifiées de la CIA confirment qu'après une tentative de putsch ratée dès 1970 qui coûtera la vie au Général Schneider, les États-Unis ont soumis le Chili à un sabotage économique sévère afin d'accroître le mécontentement de la population et de discréditer, au moyen d'un subventionnement de la presse réactionnaire, l'action de l'Unité populaire. Les élections législatives devaient, selon leur plan, affaiblir l'UP afin de trouver une majorité pour démettre Salvador Allende. Il n'en fut rien, le 4 mars, l'UP obtient 44 % des suffrages !

Nous sommes aux premières heures du 11 septembre et rien ne se passera comme prévu !

Après une nuit de manœuvre avec la marine américaine, les forces navales chiliennes regagnent le port de Valparaiso, à 120 kilomètres de Santiago, et, avec l'appui logistique des navires US qui assurent la couverture radar et le contrôle des communications, prennent possession de la ville. Il est 5h45 du matin et l'opération « Silence » vient de commencer.

Les transmissions sont coupées, les militaires loyalistes arrêtés et, en une heure, la province est aux mains des putschistes.

L'ordre est tombé deux jours plutôt. Dans un courrier du 9 septembre adressé à Pinochet¹ et Leigh², l'Amiral Merino enjoint aux deux généraux « d'accomplir cette phase avec la totalité des forces qui commandent Santiago ». Il faut, dès les premiers instants, frapper fort et par surprise. Aussi encourage-t-il Pinochet « à mettre toute la force de Santiago dès les premiers instants » au risque, précise-t-il, de ne pas « vivre l'avenir » !

À partir de cet instant, tout va aller très vite.

Le Président Allende est informé du coup d'État à 6h20. Quelques minutes plus tard, les troupes putschistes commenceront la prise de contrôle des radios et des points d'approvisionnement en eau et en électricité de la capitale.

Aux alentours de 8 heures, Salvador Allende refusera de prendre l'avion mis à sa disposition pour quitter le Chili. À son aide de camp qui lui faisait part de la proposition des forces aériennes, il répondra « Dites au général Van Schouten que le Président du Chili ne s'enfuit pas en avion, qu'il se comporte en soldat et moi en Président de la République ».



À 8h30, *Radio Agricultura*, tombée aux mains des traîtres, relaie un communiqué des putschistes qui exigent que : « Le Président doit remettre ses "hautes fonctions" aux forces armées dont la "mission historique" est de libérer la patrie du joug marxiste ».

La réponse du Président Allende ne se fait guère attendre et, sur les ondes de *Radio Corporacion*, dont le siège actuel se situe avenue Salvador Allende, il déclare : « je n'ai pas la chair d'apôtre ou de messie. Je n'ai pas l'étoffe d'un martyr (mais...) je ne reculerai pas. Je quitterai La Moneda quand j'aurai accompli le mandat que m'a donné le Peuple, je défendrai cette révolution chilienne (...). Seulement en me criblant de balles ils pourront arrêter la volonté qui est la mienne (...). S'ils m'assassinent, le Peuple poursuivra sa route (avec la différence que la chose sera beaucoup plus dure, beaucoup plus violente (...). Parce qu'il s'agira d'un message très clair (...). Ces gens-là ne s'arrêtent devant rien » et de terminer par ces mots « je resterai ici même au prix de ma propre vie ».

Nul doute qu'à cet instant, Salvador Allende a une pensée émue pour Pedro Aguirre Cerda qui, sous la bannière du Front populaire, est élu Président de la République en 1938. L'élection se joue à peu de choses, on parle de 3000 voix de différence en faveur du Front populaire. Cet écart minime ravive les tensions avec la droite avide de revanche. Un général anticommuniste tente de soulever l'armée contre le gouvernement pour établir un régime fasciste s'inspirant de l'Italie de Mussolini. Face à la menace de coup d'État, le Président Cerda rejoint La Moneda, s'arme d'un pistolet et déclare « Je ne sortirai d'ici que les pieds devant. Mon devoir est de mourir pour défendre le mandat que m'a confié le Peuple ». Cette attitude devait fortement marquer un certain Salvador Allende, alors ministre de la Santé et des Pensions, présent, à cet instant, aux côtés du Président Cerda.

Peu de temps après, des avions de chasse entament le survol du Palais présidentiel, les chars prennent position non loin de là et les coups de canon commencent à tonner dans la capitale chilienne.

Il est 9h, le Président s'exprime sur *Radio Magallanes* pour rappeler que « l'histoire ne peut être arrêtée ni par la répression ni par le crime » et que la situation actuelle n'est qu'une « étape qui sera dépassée (...) demain viendra le jour du Peuple (car) l'Histoire avance pour la conquête d'une vie meilleure ».

Dix minutes plus tard, sur les mêmes ondes, il prononcera son dernier discours au cours duquel il affirmera « que la graine que nous avons plantée dans la conscience de milliers et de milliers de travailleurs ne pourra pas être

fauchée définitivement. Ils ont la force, ils pourront nous soumettre, mais les processus ne sont arrêtés ni par le crime ni par la force. L'Histoire est à nous, ce sont les Peuples qui la font ».

Il aura aussi, tour à tour, un mot pour les travailleurs, pour les femmes, pour ces jeunes « qui ont chanté leur joie et insufflé leur esprit de lutte », pour l'ouvrier, le paysan et l'intellectuel.

Pour tous, il anticipe la coupure proche de *Radio Magallanes* avec pour conséquence, dira-t-il, que « le son tranquille de ma voix n'arrivera plus jusqu'à vous. Peu importe : vous continuerez de l'entendre. Je serai toujours à vos côtés ».

Enfin, il prodigue un dernier conseil : « Le Peuple doit se défendre, mais non se sacrifier. Le Peuple ne doit pas se laisser détruire ni cribler de balles, mais il ne peut pas non plus se laisser humilier ».

Après quoi, il prend la tête de la résistance non sans avoir refusé une fois de plus de quitter le pays. Une célèbre photo, publiée dans le *New York Times*, le montre, entouré de sa garde rapprochée, en train de regarder vers le ciel, casque sur la tête et fusil à la main.

À partir de cet instant, l'histoire va encore s'accélérer.



1. Général de l'armée de terre depuis quelques semaines seulement.
2. Général des forces aériennes.



À 11h50, l'aviation bombarde La Moneda, sept passages en moins d'une demi-heure...

Comprenant que résister plus longtemps serait conduire ses Camarades à une mort certaine, Salvador Allende leur demande de brandir un drapeau blanc et de se rendre. Il salue un par un la trentaine de Camarades toujours présents et qui s'appêtent à quitter les lieux, il leur promet de les suivre. Une fois fait, il s'enferme dans un bureau et se donne la mort.

Il est 14h au Chili.

Ces quelques heures ont durablement marqué le Chili. Elles signent bien sûr le début de 17 ans d'une dictature brutale, mais les cicatrices de cette période n'ont pas disparu.

Les interventions de Salvador Allende qui égrènent le déroulement de cette tragique matinée émeuvent encore par la volonté qui transparaît d'être fidèle au programme de l'Unité populaire, mais elles révèlent aussi le caractère d'un homme. D'un homme conscient de la mission qui est la sienne et fidèle à ses serments.

En mettant l'histoire en avant, il veut rappeler que les temps sombres ne sont pas éternels et qu'il faut, sans cesse, travailler à faire advenir ce que nous pensons être juste.

Même enfermé à La Moneda, encerclé par la brutalité, il continue, jusqu'au bout, à « planter cette graine » qui ne pourra jamais être fauchée définitivement.

« Ce qu'on appelle une raison de vivre est en même temps une excellente raison de mourir » écrivait Albert Camus dans « Le mythe de Sisyphe ».

Après quoi, il n'y avait plus que la mort pour valider cela. Cette mort comme un don pour continuer, autant que possible, de faire vivre l'expérience de l'Unité populaire, pour entretenir la flamme. Cette mort qui juge les traîtres et les parjures en les confrontant à un Homme d'honneur.

En refusant de quitter La Moneda, il a fait preuve de fidélité à son projet politique et à tous ses Camarades et partisans sans lesquels rien n'aurait été possible.

L'Histoire, celle qu'il appelait en renfort dans ses interventions, lui donne raison. Car, cette fin tragique participe, 50 ans plus tard, à faire toujours de l'expérience de l'Unité populaire un exemple.

PAR-DELÀ LES TÉNÈBRES



Trop souvent, l'utilisation de « l'Histoire » dans le discours médiatique se limite à la valorisation de quelques grandes figures, de grands personnages (qui sont presque toujours



des hommes) et à une succession de conflits, de massacres, d'inquisitions, de condamnations nous offrant l'image d'une humanité qui n'a jamais cessé de se déchirer, de s'entretuer. Une image de l'histoire où seule la brutalité ferait date.

Une telle vision n'est pas neutre. En réaffirmant l'autorité des rois, empereurs et généraux, elle fait de ces derniers les moteurs de l'histoire. Leurs caprices, rivalités et ambitions expliquant l'évolution des sociétés. Se retrouve ainsi passé sous silence le rôle joué par les masses et l'action collective.

Mais ce n'est pas tout ! En se focalisant sur certaines périodes, elle rend invisibles des pans entiers de l'histoire humaine.

En effet, la brutalité a ceci de particulier qu'elle occulte le reste, comme une brume épaisse, poisseuse qui, à l'approche du port, empêche le navire d'apercevoir la lumière du phare.

Comme la brume, la barbarie semble indépassable tant elle paralyse en ne permettant pas de penser ce qui se trouve par-delà.

Dans l'enquête « *Le temps des humbles – Chili 1970-1973* »³, qui prend la forme d'un roman graphique, les auteurs affirment : « *Dès que nous questionnions sur l'Unité populaire, on nous répondait sur le coup d'État* ».

Alors oui, le 11 septembre est, et restera, la date anniversaire d'un coup d'État fasciste qui renversa le gouvernement d'Unité populaire du Camarade Salvador Allende et soumit, pendant près de 20 ans, le Chili à la dictature.



Devant le Ministère de la Justice à Santiago

Mais cette date doit être l'occasion de souligner avec vigueur que ce putsch s'inscrit en réaction à une expérience démocratique, politique, sociale et culturelle qui, pendant mille jours, a vu un Gouvernement élu démocratiquement s'atteler à une politique de redistribution des richesses, d'accès aux soins, de lutte contre la pauvreté et la malnutrition, une politique d'autodétermination et de reconnaissance des populations indiennes. Une politique qui s'attaquait aux privilèges des possédants et avait l'audace de leur rappeler qu'il fallait compter avec le Peuple.

C'est cette expérience qu'il faut faire vivre, car elle est la face vibrante et lumineuse de l'histoire récente du Chili.

Ni la brume ni la brutalité n'éteignent la flamme.
Peut-être en affaiblissent-elles l'éclat.
Peut-être la font-elles vaciller.
Mais jamais elles ne la font disparaître.

Le 4 septembre 1970, jour de son élection, le Camarade Salvador Allende s'exprimant devant une foule en liesse prononce les mots suivants : « *je n'ai fait que prendre entre mes mains la torche que d'autres avaient allumée avant, en luttant au côté et pour le peuple* ».

Aujourd'hui, nos Camarades chiliens, comme tant d'autres résistants, ne sont pas que des témoins, ils sont, d'abord et avant tout, les passeurs de cette lumière qu'ils ont maintenue vivace malgré la brutalité, la bêtise, la haine, le déracinement et peut-être, parfois, le découragement.

Ces mille jours lumineux sont, à maints égards, riches d'enseignements. À nous de nous en saisir pour éclairer notre pratique militante et ouvrir le chemin du Progrès social.

Ce chemin n'est pas tracé d'avance, il se « *fait en marchant* » pour reprendre les mots du poète espagnol Antonio Machado.

L'avenir est incertain mais le passé l'éclaire. Toutes les voies sont possibles, de la plus belle à la plus hideuse et pour faire en sorte que la première advienne, il nous faut prendre nos responsabilités et nous engager sur le chemin.

C'est cela que l'Histoire nous enseigne !

Laurent PIRNAY,
Secrétaire général adjoint de l'IRW-CGSP.

3. Désirée et Alain Frappier, *Le temps des humbles : Chili 1970-1973*, Paris, Steinkis, 2020.

LE CHILI D'ALLENDE : MILLE JOURS POUR ÉBRANLER LE MONDE



Il y a cinquante ans au Chili, une démocratie s'écroulait pour céder la place à une dictature. L'histoire a retenu le coup d'État du 11 septembre 1973 et la longue période qui a suivi de répression violente et de politiques économiques et sociales ultra-libérales sous Augusto Pinochet. Mais qu'a-t-on retenu du projet des gauches chiliennes en plein affrontement de Guerre froide ? Que reste-t-il des trois années de la présidence de Salvador Allende ? Quel est le bilan de cette « voie chilienne du socialisme » ?

4 septembre 1970 – 11 septembre 1973 : trois années sous la présidence de Salvador Allende, un gouvernement d'Unité populaire (UP), une tentative d'arriver au socialisme par une voie légale, dans le cadre d'une démocratie libérale (au sens philosophique du terme). Voilà comment résumer en quelques mots l'expérience chilienne sous Allende. Pourtant, le bilan des mille jours de l'UP reste mitigé. Ce fut à la fois l'apogée d'un processus de démocratisation politique et socioéconomique qui remonte aux années 1930 et une crise de la démocratie marquée par la polarisation idéologique.

Le président Salvador Allende vu par le poète Pablo Neruda :

« Allende ne fut jamais un grand orateur. Gouvernant, il ne prenait aucune décision sans consultations préalables. Il était l'incarnation de l'anti-dictateur, du démocrate respectueux, des principes dans leur moindre détail. Le pays qu'il dirigeait n'était plus ce peuple novice de Balmaceda, mais une classe ouvrière puissante et bien informée. Allende était un président collectif ; un homme qui, bien que n'étant pas issu des classes populaires, était un produit de leurs luttes contre la stagnation et la corruption des exploités. C'est pourquoi l'œuvre réalisée par Allende dans un temps si court est supérieure à celle de Balmaceda ; mieux, c'est la plus importante dans l'histoire du Chili. La nationalisation du cuivre fut une entreprise titanesque. Sans compter la destruction des monopoles, la réforme agraire et beaucoup d'autres objectifs menés à terme sous son gouvernement d'inspiration collective ».

(Pablo Neruda, *J'avoue que j'ai vécu*, p. 516-517)



Allende et Neruda

LA GAUCHE CHILIENNE EN CONTINUITÉ

Lorsqu'Allende devient président chilien, il n'est pas un novice de la politique, tout comme la coalition des gauches chiliennes n'est pas une primeur de 1970.

Médecin de formation, Salvador Allende a très tôt contribué à fonder le Parti socialiste chilien en 1933. En 1939, sous la présidence d'Aguirre Cerda, il devient ministre de la Santé dans un gouvernement du Front populaire, une coalition électorale formée par les socialistes, les communistes démocrates et la Confédération des travailleurs, avec le soutien du parti radical (centre réformiste).

Allende échoue une première fois à l'élection présidentielle en 1952, à la tête d'une coalition de gauche – le Front d'action populaire –, puis une nouvelle fois en 1958. Il obtient la présidence du Sénat. Il est à nouveau candidat à la présidence en 1964 mais échoue face au démocrate-chrétien Eduardo Frei. Six ans plus tard, la quatrième tentative sera la bonne : en 1970, la candidature de Salvador Allende est portée par une coalition de partis de gauche, l'Unité populaire (UP), qui rassemble les partis socialiste, communiste et radical ainsi que le mouvement d'action populaire et la gauche chrétienne ; il remporte le scrutin avec une majorité relative de 36,3 %.

LE SOUTIEN DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

Lorsqu'Allende remporte le scrutin présidentiel chilien face à deux candidats de droite, sa victoire est loin d'être écrasante, il n'obtient que quelques dizaines de milliers de voix en plus de son principal rival, Jorge Alessandri. Les résultats sont très serrés : Allende (UP) 1.070.334 voix (36,3 %) ; Alessandri (part national) 1.031.159 (34,9 %) ; Tomic (démocratie chrétienne) 821.801 (27,8 %). On estime qu'un tiers de la population seulement s'est rendue aux urnes ce jour-là.



En l'absence de majorité absolue et faute d'un deuxième tour qui départagerait les deux candidats arrivés en tête, la Constitution chilienne confie au Congrès le soin d'arbitrer l'élection. Au cours des deux mois suivants, le Chili fait l'objet de nombreux troubles pour tenter de barrer la route au candidat victorieux de l'UP. Une tentative de coup d'État est menée par l'extrême-droite, soutenue par la CIA (les États-Unis sont fermement opposés à l'arrivée au pouvoir d'un socialiste dans leur sphère d'influence latino-américaine). À cette occasion, le commandant des forces armées chiliennes, le général René Schneider, qui venait d'affirmer la neutralité politique de l'armée, est assassiné.

Finalement, ce sont les démocrates-chrétiens qui, en joignant leurs voix à la gauche, ratifient la victoire électorale de Salvador Allende à la présidence chilienne le 24 octobre 1970 (sans pour autant rejoindre la coalition de l'Unité populaire). D'une part, avec la perspective de révolution par étapes de l'UP, ils espèrent la poursuite des réformes de leur ex-président Eduardo Frei, notamment la « révolution dans la liberté » et la chilénisation du cuivre¹. D'autre part, ce soutien à l'UP est scellé dans un « statut des garanties constitutionnelles » assurant que la gauche ne touchera pas à l'appareil d'État (cherchant ainsi à se préserver d'un socialisme à la soviétique), respectera les institutions existantes et le libre fonctionnement de tous les partis : inamovibilité des fonctionnaires, interdiction pour des organes de base de la population d'« exercer des pouvoirs appartenant aux autorités politiques ».

UNE PORTÉE SYMBOLIQUE

Pour la première fois, un marxiste accède par les urnes à la tête d'un pays, élu démocratiquement dans un système électoral respectant une constitution établie et reconnue. C'est un électrochoc dans l'opinion internationale : les uns y voient l'espoir d'une société socialiste par la voie des institutions, les autres le spectre d'une dangereuse contamination communiste.

Le programme de l'UP mis en œuvre par Salvador Allende vise à réaliser une transition vers le socialisme en s'appuyant sur la légitimité démocratique d'une élection libre et le soutien du peuple chilien. Ce programme rompt avec la bipolarité de la Guerre froide de l'époque qui partage le monde en deux modèles idéologiques, sociaux, économiques et politiques supposés irréconciliables, incarnés par les États-Unis et l'URSS. Allende le qualifie de « voie chilienne vers le socialisme », proposant de réaliser une transition vers le socialisme tout en préservant les institutions libérales, une révolution à la fois socialiste et démocratique.

1. Le 26 février 1964, Eduardo Frei, candidat démocrate-chrétien, est élu à la présidence de la République sur un programme réformiste qui a les faveurs de l'Église, la « Révolution dans la liberté » (partage des terres, nationalisation des mines de cuivre qui font la richesse du pays...). Eduardo Frei, l'ex-président DC, avait déjà proposé dans les années soixante la « chilénisation » du cuivre – comprendre : sa nationalisation – pour que les profits de son exploitation ne partent pas aux États-Unis mais soient réinvestis sur place

Dans les faits, pour gouverner et mettre en action le programme de l'UP, Allende compte s'appuyer sur les forts pouvoirs présidentiels que lui accorde la Constitution chilienne mais sa légitimité électorale reste fragile et l'opposition de droite conséquente.

UNE OPPOSITION PARLEMENTAIRE, BOURGEOISE ET AMÉRICAINE

Dès son accession à la présidence, Allende est confronté à un Congrès majoritairement composé d'opposants politiques au programme de l'UP qui bloquent systématiquement ses projets de loi. Rapidement, une large partie de la démocratie chrétienne met de côté son soutien au président et modifie sa stratégie politique, recourant à des méthodes d'obstruction systématique pour faire opposition à Allende. L'opposition s'empare notamment d'un dispositif juridique – les « actes d'accusation constitutionnelle » – qui permet d'attaquer en justice les élus de l'Unité populaire en les accusant de violer la Constitution et les empêche ainsi de remplir leurs fonctions tant que le verdict n'est pas rendu.

Pendant l'année 1971, les démocrates-chrétiens se rapprochent de la droite pour former la coalition électorale « Confédération démocratique » (CODE) avec le Parti national en 1972. Sous couvert de « démocratie », c'est bien un anticommunisme virulent qui soude cette coalition. En parallèle se crée en 1970 une organisation de droite néofasciste « Patrie et Liberté » (*Patria y Libertad*) qui commet des attentats à la bombe et forme des milices qui agressent, notamment, des manifestants de l'UP.

L'élection d'Allende fait naître des peurs intenses dans une partie de la classe moyenne et chez les Chiliens les plus riches, craignant la mise en place d'un régime communiste. Dès les résultats de l'élection du 4 septembre 1970 connus, on assiste à une fuite de capitaux vers l'Argentine, le Brésil ou les États-Unis. Parmi les classes moyennes et populaires également, dans certains secteurs professionnels qui craignent l'étatisation de leur domaine d'activité, l'opposition au programme de l'UP est bien implantée : commerçants qui s'adonnent au marché noir et déstabilisent l'économie, camionneurs qui mènent de longues grèves paralysant l'économie et l'approvisionnement des populations, industriels organisant des lock-out, privant ainsi le pays d'une grande part de sa production.

Sans oublier la pression des États-Unis qui poursuit à la fois une guerre économique menant à l'effondrement du prix



Programme de l'Unité populaire

international du cuivre (ce qui prive l'UP des moyens de sa politique sociale) et qui tente de faire tomber le gouvernement Allende par un soutien massif à ses opposants : financement occulte de la mouvance d'extrême droite *Patria y Libertad* et de ses milices pour déstabiliser le pays en organisant de grandes manifestations hostiles au gouvernement ; appui aux syndicats patronaux, notamment celui des camionneurs, pour qu'ils paralysent le pays et son économie par une grève générale (antisociale) ; identification en vue d'un soutien logistique, dans les forces armées chiliennes, des officiers supérieurs susceptibles de fomenter un coup d'État.

PREMIÈRES MESURES PHARES

En dépit d'un électorat minoritaire et d'une coalition politique hétérogène, la présidence Allende démarre sur les chapeaux de roue. Les transformations promises doivent « remettre en cause l'hégémonie de « l'oligarchie » (*industriels, latifundistes et grands entrepreneurs chiliens*) et mettre en place une nouvelle économie socialisée et planifiée au service du « peuple » »².

La nationalisation des mines de cuivre (qui représentent les trois quarts des exportations), engagée par le précédent président et promise dans le programme de l'UP, est votée



et mise en application. D'abord annoncée accompagnée d'indemnités aux détenteurs des capitaux miniers, elle est finalement menée sans compensation, considérant les profits exorbitants réalisés par leurs anciens propriétaires, les grandes entreprises étrangères nord-américaines. Une grande partie du secteur bancaire est également nationalisée pour permettre à l'État de financer les entreprises et industries publiques. L'UP prévoit de constituer un important secteur public avec tous les secteurs stratégiques pour le développement économique et social du pays.

La réforme agraire est poursuivie et la politique de redistribution des terres en faveur des paysans pauvres est accentuée pour mettre fin à un système latifundiaire qui perpétue une répartition des terres profondément inégalitaire. Les salaires sont augmentés et les prix bloqués sur les produits de première nécessité. L'Unité populaire déploie également une intense activité législative pour faciliter la syndicalisation des travailleurs, notamment ruraux et des petites entreprises, renforcer les droits sociaux avec une extension de la sécurité sociale, favoriser la construction de logements dans un pays marqué par la croissance des bidonvilles et promouvoir l'éducation et la santé publiques.

POLARISATION IDÉOLOGIQUE

La mise en application des réformes effectivement annoncées lors de la campagne électorale se traduit par une radicalisation des oppositions et une violence politique croissante dans le pays. Cette radicalisation s'inscrit en pleine Guerre froide, un contexte extérieur d'affrontement idéologique entre les grandes puissances, opposant le monde dit libre au camp communiste.

La politique monétaire menée, la chute vertigineuse du prix du cuivre sur les marchés internationaux (principale ressource du pays) et les tentatives multiples de déstabilisation

de l'économie chilienne mettent à mal les résultats sociaux et économiques du gouvernement de l'UP. La relance de la consommation populaire et le blocage des prix entraînent de premières pénuries ; les prix flambent ; le marché noir s'installe ; l'inflation grimpe de 22 % à 600 %. Le déclin progressif de l'économie engendre des grèves (patronales) à répétition et une opposition croissante au programme du gouvernement Allende.

En décembre 1971, un peu plus d'un an après l'accession au pouvoir du candidat de l'UP, commencent les premières manifestations des « casseroles vides » par lesquelles des milliers de femmes (issues de l'opposition politique, principalement de la petite bourgeoisie) descendent dans la rue contre le gouvernement pour exprimer qu'elles n'ont plus rien à mettre dans la marmite pour manger. En avril, une grande manifestation organisée par la droite réunit à Santiago 200.000 personnes, encadrées par les milices de *Patria y Libertad*. Les partisans de l'UP répliquent à cette manifestation en mobilisant au même endroit 400.000 sympathisants sept jours plus tard. La colère des couches moyennes de la société s'oppose à celle de la classe ouvrière qui lui répond. Les deux camps se font face lors de grandes manifestations dans les rues du Chili.

LUTTE DES CLASSES

Face à ces menaces contre le gouvernement d'Allende, les forces de gauche tentent de riposter, depuis la base ouvrière. À chaque manifestation de l'opposition, l'UP et ses alliés dans la société civile organisent des contre-manifestations de soutien au gouvernement et à ses réformes.

En octobre 1972, la Confédération nationale des transports, soutenue par la droite (et la CIA), lance une grève

2. Eugenia Palieraki, « Crise et fin de la démocratie », Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe [en ligne], <https://ehne.fr/fr/node/21958>.



Bienvenue Camarade Président

générale et illimitée des camionneurs. Par son blocage de la route panaméricaine, colonne vertébrale de 4.000 kilomètres qui court du nord au sud, la grève paralyse le pays pendant près d'un mois, désorganisant la production et la distribution, renforçant les pénuries et affrontements.

En réponse à la crise d'octobre 1972, les travailleurs se mobilisent en masse, sous la forme d'organisations de démocratie ouvrière sur le terrain afin de maintenir la production et la distribution chiliennes. Pour contrer les problèmes d'approvisionnement dans les quartiers se créent les Comités de ravitaillement et des prix (JAP) qui fournissent aux familles populaires les denrées de base. Dans les régions rurales, des Conseils communaux paysans sont créés et les occupations de terres agricoles se multiplient. Dans les usines, les grèves par occupation répondent aux lock-outs d'entreprises – menés par le bloc patronal bourgeois qui paralysent le pays. Au cours du deuxième semestre de l'année 1972, les « cordons industriels » (*cordones*) se propagent pour organiser et coordonner la production des travailleurs d'une même zone industrielle, suivant un modèle d'autonomie ouvrière par quartier.

Véritables embryons d'un pouvoir ouvrier, les militants des Cordons industriels, Comités de ravitaillement et des prix et Conseils communaux paysans sont des acteurs oubliés du drame chilien des années 1971-1973.

L'UP DIVISÉE

Dans ce contexte d'affrontements et de montée de la violence, le gouvernement est contraint à plusieurs reprises de proclamer l'état d'urgence (quatre fois en trois ans!). Il doit aussi composer avec un Parlement qui, depuis le départ, lui est largement hostile et qui le devient de plus en plus à mesure que le gouvernement paraît incapable de contrôler la situation violemment polarisée entre les camps de gauche et de droite.

Si l'élection d'Allende suscite des attentes profondes parmi les Chiliens les plus pauvres, la coalition de l'UP se divise rapidement sur la stratégie à suivre, aux prises avec la crise économique et politique³. À la ligne réformiste et légaliste s'oppose une ligne contestataire, menée par l'extrême-gauche révolutionnaire. Les mesures sociales du gouvernement Allende sont jugées trop modérées par le MIR (membre de l'UP) qui s'engage dans l'action violente: le 8 juin 1971, un commando assassine l'ancien ministre de l'Intérieur, Edmundo Perez Zujovic.

La principale composante de l'UP – le parti socialiste d'où est issu Salvador Allende – est également agitée de plu-



sieurs courants. En mai 1972, c'est la ligne réformiste de Salvador Allende qui s'impose à celle, plus radicale, de Carlos Altamirano, Secrétaire général du parti socialiste. Le fossé se creuse entre les classes sociales, la division s'accroît au sein de l'UP mais le gouvernement continue d'en appeler à la conciliation et à l'unité nationale, y compris au Parlement avec ses adversaires.

LE RÔLE DE L'ARMÉE

Pour faire face aux menaces qui l'assaillent de toutes parts, Salvador Allende appelle les militaires à son secours. En novembre 1972, il remanie son gouvernement et y fait entrer plusieurs militaires, dont le commandant en chef des forces armées, Carlos Prats, qui devient ministre de l'Intérieur.

En mars 1973, les démocrates-chrétiens et les conservateurs réunis dans une liste unique CODE obtiennent plus de 55 % des voix aux élections législatives. Malgré une amélioration de son score électoral (presque 44 %), l'Unité populaire reste minoritaire mais le président Allende échappe à une destitution, hors de portée de l'opposition qui ne réunit pas les deux tiers des voix et des sièges requis. Les militaires du gouvernement sont remplacés par des civils mais le pays est désormais coupé en deux.

Le gouvernement échappe à un coup d'État militaire le 29 juin 1973, réprimé par les forces armées légalistes, sous la direction du général Prats. Le président Allende demande des pouvoirs extraordinaires au Parlement, qui les lui refuse. Le 27 juillet, le chef de la maison militaire de Salvador Allende est assassiné par l'organisation néofasciste *Patria*



y *Libertad*. Le 9 août 1973, Salvador Allende rappelle les militaires au gouvernement, dont le général Prats. Ce dernier démissionne le 23 août et est remplacé à la tête de l'armée de terre par Augusto Pinochet. Dans l'intervalle, le Parlement a voté une motion de censure contre le gouvernement pour sa gestion de la grève des camionneurs. Début septembre, les manifestations s'enchaînent dans la capitale chilienne, les unes en soutien, les autres en opposition au gouvernement de l'Unité populaire.

Pour sortir de cette impasse politique, Allende décide d'annoncer, pour le 11 septembre 1973, un référendum en faveur d'une réforme constitutionnelle. La junte militaire qui s'est secrètement constituée autour du général Pinochet depuis le début du mois de septembre ne lui en laisse pas le temps et déclenche un coup d'État le 11 septembre 1973 à l'aube, soutenu par la droite et les démocrates-chrétiens.

UNE VOIE CHILIENNE SOCIALISTE ET DÉMOCRATIQUE

À la différence des régimes soviétiques (comme l'URSS ou Cuba), la « voie chilienne » entend révolutionner les structures socioéconomiques de manière pacifique, dans le cadre de l'État de droit, garantissant le respect des pratiques démocratiques, du pluralisme politique et des libertés citoyennes. Et ce respect vaut également pour la liberté de la presse qui ne sera jamais censurée, bien qu'elle soit majoritairement aux mains de la droite et donc une presse d'opposition au projet politique de l'UP. Par exemple le journal conservateur *El Mercurio* mène librement des campagnes de désinformation contre le gouvernement.

Réunies sous la coalition de l'UP, les gauches chiliennes ont toutefois une acception plus large de la « démocratie », au-delà du respect de la légalité, des libertés citoyennes et du pluralisme politique, y incluant les aspects sociaux et économiques tels que la lutte contre les inégalités et les droits sociaux pour tous. Pour y arriver, ils comptent sur la mobilisation des organisations sociales proches de la gauche et issues du terrain : syndicats ouvriers et paysans, associations de quartier, de jeunes, de femmes, coopératives agricoles. L'espace public devient un espace d'action politique, de prise de conscience politique et de création de solidarités collectives. Des formes d'auto-organisation ouvrières ou rurales émergent dans les quartiers populaires.

Souvent, ces initiatives populaires ont dépassé les mesures gouvernementales dont elles contestaient parfois la tiédeur des compromis. En ce sens, la mobilisation populaire a œuvré à l'approfondissement de la démocratie sociale mais a pu refuser la priorité accordée par le gouvernement de l'UP à la démocratie politique, dans son respect de la légalité et du pluralisme. Pour reprendre les mots de Franck Gaudichaud, auteur d'une thèse de doctorat sur les mille jours du gouvernement Allende, « *le rêve brisé de Salvador Allende a été de combiner cet héritage, avec un programme de transition au socialisme qui en soit la prolongation, mais surtout le dépassement, grâce à la participation des classes populaires organisées* »⁴.

Le temps des humbles :

« *Le rôle central acquis par « ceux d'en bas » est la donnée essentielle pour comprendre les mille jours sans doute les plus animés du XXème siècle pour les Chiliens. Les humbles ont ressenti le sentiment fascinant de forger leur destin, persuadés que, désormais, ils allaient exercer une influence sur le cours de l'Histoire. Ceux qui, autrefois, se résignaient à leur position sociale modeste, ont levé la tête, faisant sentir qu'ils existaient et comptaient, ce qui est une caractéristique commune à toutes les révolutions.* »

(Jorge Magasich, « La tentative de construire une société solidaire – l'Unidad Popular au Chile, 1970-1973 », *Lava* [en ligne], 22 septembre 2020)

Vaïa DEMERTZIS,
chargée d'analyses à l'IRW-CGSP.

3. Cf. la chronologie établie par la bibliothèque de Sciences Po Paris sur la période du coup d'État militaire à la fin de la dictature (1973-1988) : <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/fr/rechercher/dossiers-documentaires/chili-1973-1988.html>.

4. Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973 : Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes, 2013..

« L'OCTOBRE ROUGE » CHILIEN ET LA NAISSANCE DES CORDONS INDUSTRIELS



Héritière d'une tradition de lutte autonome et poussée par la radicalisation du mouvement social urbain et paysan au cours de la présidence de Salvador Allende (1970-1973), une partie de la classe ouvrière chilienne va donner naissance à un mouvement original, tant par son ampleur que par ses tentatives de contrôle démocratique de la production, du ravitaillement ou de la sécurité des quartiers. Au cours des affrontements d'octobre 1972¹ et des grandes mobilisations de 1973, les revendications purement économiques s'articulent avec les demandes politiques de certaines fractions ouvrières radicalisées : cette rencontre se traduit par la formation des « cordons industriels »².

« L'octobre chilien » est marqué par une offensive des classes dominantes qui passent de l'affrontement feutré sur les bancs du Parlement à l'occupation de la rue, la grève politique et le boycott économique généralisé. Parti d'un conflit corporatiste avec les propriétaires de camions, ce mouvement d'opposition agglomère peu à peu les syndicats patronaux (Sofofa, Confederación de la Producción y del Comercio), du commerce (Confederación del Comercio), de professions indépendantes (avocats, médecins) et des partis d'opposition (démocratie-chrétienne et Parti national), désormais unis sous la bannière de la Confédération démocratique.

Cette épreuve de force à l'échelle nationale a été préparée et appuyée par le gouvernement de Richard Nixon et la CIA³. En toile de fond, la multiplication d'actions terroristes de la part de groupes d'extrême droite (comme *Patria y Libertad*) et la pression au niveau parlementaire de l'opposition pour destituer ministres et gouverneurs de province. Afin de rester dans le cadre de la légalité et valider la théorie de la constitutionnalité des forces armées, le gouvernement fait appel aux militaires pour contrôler la situation et décrète l'état d'urgence. La Centrale unique des travailleurs (CUT), seule grande confédération syndicale, appelle également les travailleurs à la vigilance et à participer aux travaux volontaires de ravitaillement, organisés en collaboration avec les camionneurs non-grévistes. Pourtant, c'est essentiellement depuis la base que surgit la réponse à la grève patronale.

L'un des aspects saillants de l'attitude du mouvement populaire est la création, au niveau des principales zones industrielles et quartiers périphériques du pays, d'organismes unitaires et transversaux, qui fonctionnent sur une base territoriale et permettent la liaison entre les différents syndicats d'un secteur industriel précis ou au sein des organisations de base d'un quartier. Suivant l'ampleur des couches sociales qu'elles parviennent à réunir, leur degré de pouvoir réel et l'orientation que leur donnent les militants présents, ces organisations vont prendre le nom de « Cordons industriels », « Commandos communaux », « Comités coordinateurs ». Au niveau de l'industrie, ces coordinations ouvrières horizontales répondent massivement aux boycotts et *lock-out* patronaux par une vague d'occupations d'usines, qui entre en adéquation avec la mobilisation au sein des principales entreprises de l'aire de propriété sociale (APS), formée par le secteur économique nationalisé.





Créer le pouvoir populaire



Les salariés de cette aire parviennent ainsi à maintenir partiellement la production, en faisant fonctionner les usines sans leur propriétaire, la plupart du temps avec l'aide de peu de cadres et techniciens et sur des bases complètement nouvelles: délibération collective permanente, remise en cause de la division du travail et des rapports sociaux de sexes, rupture partielle des hiérarchies et dominations symboliques, critique de la légitimité du patronat à diriger l'économie. Ils organisent aussi des formes parallèles de ravitaillement direct, notamment avec l'aide des Comités d'approvisionnement et de contrôle des prix (*Juntas de abastecimiento y control de precios, JAP*), multiplient les brigades de surveillance et de défense des usines...

Ce moment crucial de l'Unité populaire démontre avant tout les capacités de la mobilisation populaire, la profonde décentralisation de l'activité politique et remet ouvertement en question les relations de production. Il existe alors une nette tendance à la rupture avec les schémas traditionnels de la politique. Comme l'écrivait le sociologue Alain Joxe en 1974: « *Le Chili a vécu en octobre une sorte d'énorme utopie d'urgence dont le souvenir ne peut plus s'effacer et que seule la répression la plus sauvage tente aujourd'hui de refouler dans la mémoire collective du peuple. C'est le souvenir d'octobre qui anime les luttes populaires pendant toute l'année 1973*⁴. »

Les Cordons industriels sont formés sur la base d'une coordination territoriale de plusieurs dizaines d'usines et regroupent en majorité des délégués syndicaux des moyennes entreprises, aux côtés de certains représentants des entreprises de l'APS⁵.

Les témoignages que nous avons pu recueillir, ainsi que l'examen de la presse et des débats de l'époque, démontrent que malgré une volonté réaffirmée de se structurer par le biais de l'élection systématique de délégués en assemblée et le rejet de la nomination « par en haut » (par les partis), une telle démocratisation n'a jamais été atteinte (même si dans certaines usines, les délégués sont bien élus en assemblée). Ce sont essentiellement des dirigeants syndicaux et des militants du Parti socialiste (PS) et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) qui y participaient et faisaient redescendre l'information dans leur usine, où, souvent, ils se heurtaient à la désapprobation des dirigeants syndicaux communistes.

Pendant la crise d'octobre 1972, à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973 (appelé *Tancazo* ou *Tanquetazo*), puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes d'organisations populaires vont connaître une extension notable à travers tout le pays. Pour ce qui est des Cordons industriels à Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important, mais aux côtés des Cordons O'Higgins, Macul, San Joaquín, Recoleta, Mapocho-Cordillera, Santa Rosa-Gran Avenida, Panamericana-Norte et Santiago Centro. On les trouve également

1. Cf. Chronologie : mille jours au Chili (*Le Monde diplomatique*, septembre 2013).

2. Source : *Le Monde Diplomatique*, septembre 2013.

3. Senado de los Estados Unidos (Informe Church), *Acción encubierta en Chile 1963-1973 : Informe de la comisión designada para estudiar las operaciones gubernamentales concernientes a actividades de inteligencia*, Washington, 18 décembre 1975.

4. A. Joxe, *Le Chili sous Allende*, Paris, Gallimard, Paris, 1974, p. 174.

5. Par exemple, le Cordon O'Higgins qui se forme en octobre 1972, revendique en juillet 1973 la coordination d'une quinzaine d'entreprises (dont des entreprises de grande taille comme Yarur et Gasco) et d'environ 6 000 travailleurs.

du Nord au Sud du pays: à Arica autour de l'industrie électronique, à Concepción (Cordon Talcahuano), à Antofagasta, Osorno ou encore à Valparaíso (Cordons El Salto, 15 Norte, Quilpué) ⁶.

Il reste aujourd'hui ardu pour les historiens de connaître le degré de fonctionnement organique de ces Cordons, leur nombre exact et leur représentativité réelle des salariés de leur zone de développement. S'il y eut indéniablement levée en masse de nombreux Comités coordinateurs, très peu atteignent le niveau de structuration que l'on a pu constater à Cerrillos, par exemple. Les dirigeants de l'époque tendaient à confondre, à des fins de propagande, le nombre de salariés présents dans la zone industrielle avec ceux qui étaient réellement mobilisés autour de l'idée du Cordon industriel. Ainsi, Armando Cruces, président socialiste du Cordon Vicuña Mackenna, parlait de 80 000 travailleurs prêts à se soulever au moindre appel de la coordination des Cordons (ce qui est tout à fait exagéré si l'on en croit le nombre de travailleurs qui se déplaçait lors des manifestations ou la rapidité avec laquelle s'est déroulé le coup d'État).

Certains témoins ou commentateurs donnent une vision des Cordons déformée: celle d'immenses organisations de masse, extrêmement bien structurées. C'est paradoxalement cette version qui a également été défendue par la junte militaire pour justifier le coup d'État contre les « cordons de la mort », décrits comme une dangereuse armée parallèle prête à détruire la République et la Patrie⁷. En fait, si de manière objective, la ceinture industrielle de la capitale concentre plusieurs dizaines de milliers de tra-

vailleurs, les Cordons industriels en tant qu'organisations mobilisées ont eu de nombreuses difficultés à rompre leur isolement politique au sein de la « voie institutionnelle » au socialisme et à s'insérer dans leur milieu social.

En nous appuyant sur la distinction classique du marxisme de la « classe en soi » et de la « classe pour soi » ou mobilisée, nous avons ainsi avancé l'idée de « Cordons en soi » qu'il faut distinguer des « Cordons pour soi ». Les premiers existent comme une donnée objective et structurelle au sein des périphéries industrielles des grandes villes (surtout à Santiago) et se développent le long des axes routiers. Ils représentent le territoire — souvent bien délimité — des principales entreprises et de l'habitat ouvrier. Les seconds, les « Cordons pour soi », sont les organisations de luttes créées par la classe ouvrière mobilisée, particulièrement à partir d'octobre 1972. Ils matérialisent des organes d'une dualisation de pouvoir encore embryonnaire et apparaissent comme une réponse politique, impulsée depuis « en bas » par les salariés et les militants les plus radicaux de la gauche chilienne.

Franck GAUDICHAUD,
professeur en études latino-américaines
à l'université Toulouse Jean Jaurès.

6. Pour avoir une idée d'un Cordon de province actif, voir l'histoire de celui d'Osorno: F. Zeran, « Osoro. Ejercicio de poder popular », *Chile Hoy*, n° 60, 9 août 1973; et H. Vega, « Carta abierta del Cordón Centro Osorno al comandante en jefe del ejército general Pinochet », *De Frente*, n°22, 7 septembre 1973.
 7. A. Pinochet, *El día decisivo*, Santiago, Andrés Bello, 1980.





Cordon du cuivre de Cerrillos



Usine Yarur (textile) Territoire libre d'exploitation

Cordon Vicuna



LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU GOUVERNEMENT ALLENDE (1970-1973) ENSEIGNEMENTS POUR LES TEMPS PRÉSENTS



Lorsqu'il est élu Président de la République du Chili, Salvador Allende entend, conformément au programme de l'Unité populaire (soit la coalition de partis de gauche qui soutenaient sa candidature à l'élection présidentielle de 1970), mettre en œuvre un programme de transition par le socialisme.



Programme
de l'Unité populaire
1er mai 1970

Cette expérience politique correspond à une adaptation au contexte chilien de la tentative de création d'un bloc hégémonique dans la lignée d'Antonio Gramsci ; l'Unité populaire (UP) constituant le bras politique de ce bloc. Le modèle chilien met donc en œuvre une voie légale pour le socialisme, à rebours des processus de révolution armée. Ce point est important pour comprendre les implications en termes de contenu de la dynamique radicale-réformiste du gouvernement Allende.

UN ENVIRONNEMENT HOSTILE

En effet, en cas de prise de pouvoir par un mouvement de guérilla pratiquant la lutte armée, la question de la transition n'a tout simplement pas de statut puisque l'objectif politique qui sous-tend une opération de cette nature vise précisément à substituer d'entrée de jeu, une fois la victoire acquise, la totalité d'un appareil d'État à un autre. Dans ces conditions, la question du pilotage de l'économie revêt rapidement la forme d'une planification centralisée.

Ce n'est pas ce schéma qui fut appliqué par l'UP. Il est vrai que la victoire étriquée de cette dernière ne permettait sans doute pas de mener à bien une politique aussi ambitieuse de subordination de l'économique au politique, en

tout cas, en passant par la case électorale. Pour se donner une idée de l'état des rapports de force, on mentionnera qu'un an avant l'élection d'Allende, les élections parlementaires chiliennes ont permis de démontrer que les partisans du *statu quo* continuaient à bénéficier d'un niveau de représentativité clairement majoritaire dans le pays. Au Sénat, la droite conservatrice du Parti national (PN) et le centre démocrate-chrétien (DC) disposaient d'une courte majorité avec respectivement 27 sièges sur 50 (5 pour le PN et 22 pour la DC). À la Chambre des députés, l'avantage de ces deux forces étaient plus significatif encore avec 89 sièges sur 150 (55 pour la DC et 34 pour le PN).

Ce besoin, impératif au demeurant, de dégager un consensus social va (trop) déterminer le contenu des réformes économiques mises en œuvre par le gouvernement de l'UP.

HÉRITAGE STRUCTURALISTE

Pour bien comprendre ce point, on se rappellera que les années 1960 et 1970 ont été marquées, au Chili comme dans toute l'Amérique latine, par les théories structuralistes en vogue à cette époque. Ces dernières offraient un cadre conceptuel permettant d'escompter sur le soutien d'une base sociale large.



16 mai 1971, al companero presidente

En synthèse, les idées maîtresses du structuralisme latino-américain tel que porté par Raul Prebisch et son confrère allemand Hans Singer pointent une série d'écueils aux politiques de libre-échange entre le Centre (c'est-à-dire les pays industrialisés) et la Périphérie (le Tiers-monde, comme l'on disait à l'époque).

Ce paradigme sera affiné par la suite pour mieux intégrer une série de facteurs autres que le travail comme, par exemple, le capital et les ressources naturelles. Selon ce modèle, tous les États de la planète ont matériellement intérêt à participer au commerce international, pourvu qu'ils se spécialisent dans les productions utilisant en plus grande proportion le facteur dont ils sont le mieux pourvu. Ce théorème implique, dans le concret, des spécialisations différenciées entre le Nord et le Sud. Puisque le Nord détient du capital (qui est un facteur de production à part entière) et que le Sud en possède nettement moins, il ne reste à ce dernier qu'à « vendre » du travail en se spécialisant dans des secteurs à haute intensité en main-d'œuvre ou dans l'exploitation des matières premières.

C'est précisément ce modèle que Raúl Prebisch, fort de son expérience à la tête de la Banque centrale d'Argentine,

va remettre en cause en postulant qu'il est préférable que les ex-colonies se protègent pour assurer le décollage de leurs économies.

Pour ce faire, les pays de la Périphérie, selon Prebisch, devraient ériger des barrières – tarifaires ou non – compliquant l'accès aux marchés de la Périphérie pour les biens manufacturés du Centre. Une telle politique se heurte, toutefois, à plusieurs obstacles, parmi lesquels un marché intérieur trop restreint ainsi qu'un pouvoir d'achat insuffisant.

IMPLICATIONS POLITIQUES DU CÔTÉ DU CHILI D'ALLENDE

C'est à partir de cette base théorique que le gouvernement d'Unité populaire va développer une action visant à sortir le Chili de l'enfermement dans le statut de pays périphérique. D'un point de vue sociopolitique, une telle volonté était théoriquement de nature à mobiliser de larges couches de la population de manière à les faire évoluer idéologiquement vers une orientation plus en accord avec le programme de la gauche chilienne. Une partie de la bourgeoisie nationale aurait même pu adhérer à ce programme dans la mesure où il avait pour ambition de conduire le pays vers un décollage industriel autonome.

Pour risquer une ébauche d'explication, il convient d'analyser dans un premier temps quelle fut la politique économique menée par le gouvernement de Salvador Allende pour permettre au Chili d'accéder à une indépendance réellement décisive (c'est-à-dire matérielle, par opposition au seul formalisme juridique) et quels en furent les résultats concrets.

Directement, après son élection, Salvador Allende nomme à la tête du ministère de l'Économie, du Développement et de la Reconstruction un économiste hétérodoxe, Pedro Vuskovic. L'application d'une ligne de politique économique prébischienne dans le cas du Chili ne pouvait ignorer une des particularités du pays, à savoir sa spécialisation quasi-exclusive dans le commerce international des exportations de cuivre. En 1970, la monospécialisation chilienne était notable : la filière cuivre représentait 80 % des exportations du pays. Le plan Vuskovic visera à doter le Chili d'une base industrielle en procédant à l'étatisation des grandes exploitations minières, des ressources naturelles et des secteurs clés du pays (en particulier, le cuivre). L'idée est de permettre à l'État de bénéficier au maximum de la rente des ressources naturelles afin de disposer des capitaux nécessaires à un ambitieux plan d'augmentation de la valeur ajoutée des productions au Chili.

En réalité, la politique économique du gouvernement Allende va consister en une radicalisation des efforts d'émancipation portés du bout des lèvres par les gouvernements antérieurs (spécialement, la démocratie-chrétienne). Il est vrai que durant les années 1950 à 1970, toute l'Amérique latine a été influencée par le structuralisme de Prebisch. C'est ainsi qu'au Chili, à la fin des années 1950, les autorités nationales avaient créé le Département du cuivre qui permettait à la puissance publique de piloter davantage l'exploitation des minerais et d'en retirer une rente sous forme de royalties. En 1971, sous l'impulsion de Vuskovic, ce département va devenir une entreprise publique, la Codelco qui deviendra le fer de lance de l'entreprise de nationalisation de l'ensemble des mines du pays. Il n'était, dès cette époque, plus possible d'exploiter les ressources naturelles du pays sans autorisation expresse du gouvernement.

L'une des raisons du sous-développement latino-américain tient également à la concentration de la propriété terrienne. En effet, depuis Paul Bairoch, un historien de l'économie, on tient pour acquis le fait que le facteur primordial constituant le point de départ des grandes vagues d'industrialisation dans l'histoire a été le progrès de la productivité dans le domaine agricole. Typique des formations sociales périphériques, le latifundium se caractérise par une exploitation du capital foncier de type extensif. Voilà pourquoi il offre des rendements faibles. En fractionnant ce type de grands domaines en petites exploitations, les nouveaux petits producteurs sont de facto encouragés à mettre en œuvre des gains de productivité afin de s'assurer un revenu. Par rebond, cette amélioration des rendements permet de subvenir à davantage de besoins alimentaires en mettant au travail moins de personnes dans les champs.

Le nouveau gouvernement de Salvador Allende a amplifié le processus de réforme agraire mené par le gouvernement démocrate-chrétien précédent, en utilisant les instruments juridiques promulgués par le gouvernement précédent, afin d'exproprier tous les grands domaines et de les transférer à l'administration de l'État, aux coopératives agricoles ou aux communautés paysannes (le plus souvent amérindiennes). Ce processus s'est également accompagné d'une grande effervescence au sein de la petite paysannerie qui s'est traduite par des occupations ou des saisies spontanées de propriétés, déclenchant un climat de violence et d'affrontement dans le monde rural. On ne peut, au demeurant, nier que cette réforme agraire a permis de sortir des dizaines de milliers de familles chiliennes de la pauvreté.

Voilà comment, en fin de compte, le nouveau gouvernement socialiste entendait poser une stratégie de dévelop-



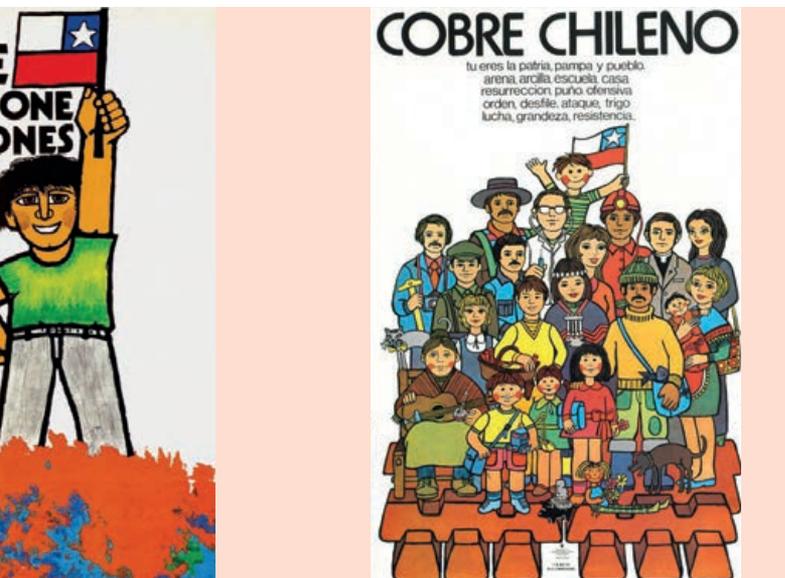
pement du côté de l'offre. Comme vu auparavant, l'activation de la demande à travers le soutien à la consommation intérieure est nécessaire à la montée en gamme des industries nationales. Aussi, la gauche chilienne, une fois arrivée au pouvoir, a-t-elle augmenté (trop rapidement ?) le salaire nominal des classes populaires. En termes de pilotage d'une politique économique, cette décision, nécessaire à la conquête d'une majorité politique au sein de l'opinion publique, est tombée au plus mauvais moment d'un point de vue macroéconomique.

UN CONTEXTE DÉFAVORABLE

Le gouvernement Allende a inauguré son programme de soutien à la demande intérieure sur fond de cours élevés du cuivre.

Ces prix déprimés vont constituer la toile de fond des années Allende puisque le prix moyen du kilo de cuivre ne dépassera jamais les 0,50 cents le kilo durant les années de présidence de Salvador Allende. Les programmes d'augmentation des transferts sociaux et de revalorisation salariale s'établiront via diverses vagues d'émission monétaire.

Pour se faire une idée du niveau de l'expansion monétaire au Chili, on mentionnera, par exemple, que la masse monétaire a tout simplement doublé au cours de l'année 1971. Il va résulter de cette expansion monétaire une importante pression inflationniste. L'indice des prix à la consommation va connaître une dramatique accélération de 1970 à 1973. De 20 % au cours de l'année 1971, elle passe à 77,8 %, puis 350 % en 1973. Si l'on considère la seule inflation annuelle à partir du dernier trimestre de l'année 1973, le Chili est entré en hyperinflation. Pour rappel, on considère, depuis l'économiste Phillip Cagan, qu'un pays est en hyperinflation dès que l'indice des prix à la consommation y progresse à un rythme de 50 % par mois.



Le système de contrôle des prix, mis en place par l'équipe économique du gouvernement Allende, va, certes, s'avérer fonctionnel dans un premier temps. C'est un fait qui a, d'ailleurs, été reconnu par des économistes foncièrement opposés à la politique économique de Salvador Allende : « le taux d'inflation annuel de 1971 (22,1 %) semble étonnamment faible. L'explication est liée au contrôle des prix dans le secteur privé ainsi qu'un gel des tarifs et des prix dans le secteur public. (...) Premièrement, le gouvernement avait, sous Salvador Allende, acquis un contrôle direct et indirect des différents maillons de la chaîne de production mais aussi de distribution. (...) Ensuite, des comités de consommateurs vigilants ont été créés au niveau des quartiers (...), qui devaient veiller à ce que les magasins locaux respectent les prix officiels et a maintenu l'approvisionnement en marchandises. [De surcroît], le contexte général des réformes structurelles, durant lesquelles tant d'entreprises ont été expropriées ou reprises par gouvernement, a incité la plupart des entrepreneurs à suivre les directives officielles sur les prix. Il était trop risqué de ne pas le faire. Par conséquent, les entrepreneurs devaient réfléchir à deux fois avant de violer les prix officiels, parce que ce gouvernement (UP) n'était pas comme le précédent¹ ».

L'IMPACT DU SYSTÈME MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Cependant, malgré le succès initial des mesures de contrôle des prix, il convient de reconnaître que l'inflation a fini par l'emporter à partir de 1971. Comment expliquer cet état de choses ? Pour comprendre cette modification, il ne faut surtout pas perdre de vue que le paysage monétaire mondial a été bouleversé de fond en comble un an après l'élection de Salvador Allende. Le 15 août 1971, Richard Nixon annonce la fin de la parité entre l'or et le dollar. Jusque-là, et selon les termes des accords de Bretton Woods qui constituaient

la clé de voûte du système monétaire, toutes les devises du monde étaient définies selon des parités fixes face au dollar, lequel était la seule monnaie pouvant être convertie en or (en l'occurrence, 35 dollars l'once d'or) dans le cadre de ce que l'on nommait le Gold Exchange Standard.

À partir de ce moment, les taux de change vont évoluer au gré de la valeur du dollar qui garde une position centrale mais dont l'émission est complètement libérée du stock d'or de la Fed (la banque centrale des États-Unis). Il est vrai que les divers déficits états-uniens avaient, dès la fin des années 1960, conduit à ce que le montant des dollars en circulation dans le monde soit équivalent à 8 fois le stock d'or détenu par les États-Unis...

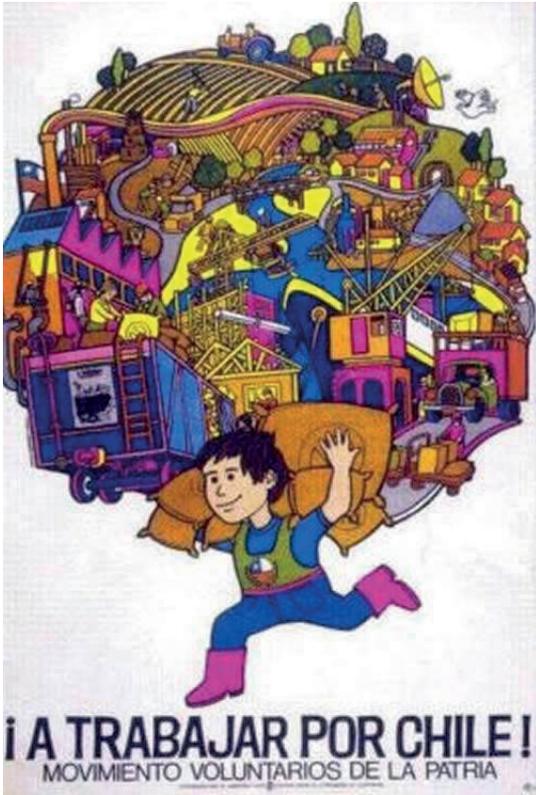
Pour un pays comme le Chili qui a choisi de financer sa dette publique via la banque centrale, les conséquences de cette mutation sont énormes. Dans le cadre du Gold Exchange Standard, le niveau de l'inflation pouvait être contrôlé par un bon système de contrôle des prix diminuant le taux de marge des opérateurs. Ces derniers n'avaient d'ailleurs pas le choix puisqu'il leur était difficile de réaménager le profil de leurs stratégies d'accumulation en transférant une partie de leurs capitaux de la sphère productive à celle de la circulation. Pour le dire simplement : en 1970, certes l'inflation pouvait bien dépasser les 20 % au Chili et, suite au contrôle des prix promulgué par l'UP, les marges du secteur privé étaient cadencées, le taux de change de l'escudo n'avait pas bougé d'un pouce car c'était la règle du jeu en vigueur au sein du système monétaire international. À partir de 1971, tout change. Il est possible d'acquiescer, y compris sur le marché noir des devises, des billets verts pour se protéger contre l'inflation, quitte à accentuer la chute de l'escudo devant le dollar et ainsi, accélérer l'inflation. Et le serpent de se mordre la queue tant et si bien au point d'entrer en hyperinflation.

La décision de Nixon a, en fin de compte, accentué la fuite des capitaux constatée dès 1970 au moment de l'élection d'Allende. Voici ce qu'en disait le *New York Times* à cette époque : « La fuite des dollars du Chili, où un marxiste devrait devenir président le 4 novembre, a contraint aujourd'hui la banque centrale à réduire considérablement la vente de dollars aux Chiliens voyageant à l'étranger. (...) Les journaux et les chaînes de télévision dirigés par des partisans de gauche du Dr Allende ont exigé une action du gouvernement contre la sortie de dollars, qu'ils qualifient de « sabotage économique » par de grands intérêts commerciaux au Chili »².

1. Larrain, Felipe & Meller, Patricio, « The Socialist-Populist Chilean Experience, 1970-1973 » in Dornbusch, Rudiger & Edwards, Sebastian, *The Macroeconomics of Populism in Latin America*, University of Chicago Press, 1991, p.197. Les auteurs ne font que répéter à ce sujet le constat dressé par la Banque mondiale en 1979.

2. *New York Times*, édition du 18 octobre 1970.

Au travail Appel au travail volontaire



À partir de l'été 1971, on observe, conformément à la volonté de Nixon, un mouvement assez radical de marchandisation de la monnaie. Le jeu de l'offre et de la demande va en déterminer la valeur. Dans le cas de l'escudo chilien, les jeux étaient faits. C'est ainsi que l'on peut relever une dépréciation aussi constante que profonde de la devise chilienne face au billet vert de 1971 à 1973.

Parallèlement au marché officiel des changes, on note le développement d'un marché noir du dollar, lequel existait déjà sous la présidence de Frei Montalva. Sur ce dernier, le billet vert atteignait régulièrement des valeurs de très loin supérieures aux taux de change officiels. La politique de contrôle des changes au Chili a été engloutie par le déferlement spéculatif qui a vu, dès 1971, les bons du Trésor américains remplacer les stocks d'or de la Fed à titre d'outil de domination du système monétaire international. Comme un titre de dette a pour caractéristique de pouvoir s'échanger plus facilement que de l'or détenu par une banque centrale, spécialement si elle est libellée dans la devise qui sert de pilier au commerce international, la mise en œuvre de mécanismes de contrôle de change s'est avérée, au Chili comme ailleurs, plus compliquée après la révocation des accords de Bretton Woods et la mise en œuvre de l'inconvertibilité du dollar. Pour se convaincre du caractère structurellement transformateur de l'inconvertibilité du dollar, on fera observer qu'un pays

comme la France, nettement plus susceptible que le Chili de soutenir en 1971 un projet d'affirmation de sa souveraineté nationale, a été contraint d'alléger le contrôle des changes dans la foulée de l'annonce de Nixon.

Le billet vert avait accru son emprise sur les échanges internationaux partout dans le monde. Forcément, pour un petit pays périphérique comme le Chili, l'impact de cette décision ne pouvait qu'être plus lourd de conséquences.

TRADUCTION POLITIQUE DE CES DIFFICULTÉS

À y regarder de plus près, les difficultés de l'Unité populaire résultent clairement d'un changement de cadre de gestion de l'économie mondiale impulsé par les États-Unis pour des raisons de déséquilibres de la balance des paiements des États-Unis en dehors de toute connexion avec les évolutions politiques du Chili. De cette conjonction, il ne faut surtout pas conclure que les États-Unis ne sont pour rien dans la chute d'Allende. Henry Kissinger, à l'époque Conseiller à la Sécurité nationale du président Nixon, déclarait sans ambages dans un ouvrage de référence : « Un Chili militant avait la capacité d'influencer d'autres pays et de permettre une insurrection radicale bien plus importante que celle de Cuba [...] Une victoire d'Allende était de nature à mettre en péril nos intérêts dans l'hémisphère occidental »³.

On ne saurait être plus clair. On peut, sans prendre trop de risques, formuler une hypothèse plaçant la tragédie chilienne à l'intersection d'un problème conjoncturel de chute des prix du cuivre et d'un fait de structure économique (à savoir la révolution monétaire de 1971) opérée, de l'extérieur, par les autorités américaines avec une scène politique nationale convulsée. Il est vrai que la remise en cause des privilèges des grands domaines latifundiaires, pour n'en prendre qu'un exemple, a été particulièrement poussée sous le gouvernement de l'UP.

L'ancien ordre latifundiaire qui avait prévalu pendant plus de 400 ans avait (temporairement) pris fin au Chili. Les classes dominantes ne pouvaient que s'opposer à cette ambitieuse politique de redistribution qui a touché d'autres champs de la vie sociale et économique que l'agriculture.

En effet, le programme gouvernemental de l'UP correspondait à la construction d'un État populaire et d'un grand programme de nationalisations. Bien que la socialisation de la filière cuivre ait été approuvée sans rencontrer d'opposition au Congrès, il n'en a pas été de même pour ce qui est de la politique de nationalisation des grandes entreprises. Ne disposant pas d'une majorité parlementaire, le gouvernement a décidé de recourir à un décret oublié, bien que

valide, publié sous la République socialiste de 1932. Cela lui a permis d'exproprier toute industrie considérée comme stratégique pour l'économie. En plus de l'expropriation (qui était généralement précédée par la prise de contrôle de l'industrie par ses travailleurs), le gouvernement a utilisé d'autres mécanismes tels que l'achat d'actions, ce qui lui a permis de contrôler près de 80 % des industries et un nombre important de banques. La bourgeoisie locale ne pouvait que s'opposer à ce modèle de développement. De surcroît, à cette époque, de puissants intérêts nord-américains étaient présents au Chili. Par exemple, la firme International Telephone and Telegraph Company (ITT) qui possédait 70 % de la compagnie chilienne des téléphones (*Compañía Chilena de Teléfonos*).

LE RÔLE DES ÉTATS-UNIS

Incontestablement, l'élection d'Allende a produit une panique financière de grande envergure et une ruée sur les banques du Chili. Existe-t-il des preuves convaincantes que les intérêts américains ou le gouvernement des États-Unis ont délibérément contribué à créer cette panique ou qu'ils ont tenté d'empêcher l'élection d'Allende en usant de leur influence économique et financière ? Les preuves les plus importantes disponibles à ce sujet apparaissent dans des documents confidentiels d'ITT publiés par le journaliste Jack Anderson en mars 1972 et lors des audiences sur ces travaux organisés un an plus tard par la Commission des Relations extérieures du Sénat. Ce document indique que des offres d'aides financières destinées à contenir

Allende ont été formulées par le président d'ITT, Harold S. Geneen, à la CIA en juillet 1970, et au bureau d'Henry Kissinger, en septembre.

Les archives indiquent que l'offre de juillet a été rejetée par la CIA et que la lettre de septembre n'a jamais été transmise à Kissinger par l'assistant qui l'a reçue. Cependant, la documentation d'ITT inclut également un rapport adressé à Geneen par son vice-président, E. J. Gerrity, décrivant une discussion tenue le 28 septembre avec William Broe de la Division des services clandestins de la CIA, dans lequel Broe décrit un programme destiné à provoquer l'effondrement économique du Chili avant les élections législatives fin octobre. La proposition de Broe, a déclaré Gerrity, incluait le non-renouvellement des crédits bancaires, et le retard dans les livraisons de biens d'équipement⁴.

On imagine aisément qu'un programme de nationalisations sans compensations ne pouvait que déplaire aux multinationales et au gouvernement des États-Unis. C'est une évidence. Soit dit en passant, le gouvernement de Salvador Allende en était pleinement conscient. Voilà pourquoi des négociations entre l'UP et la Maison Blanche se sont tenues en 1972 et 1973 à quatre reprises pour évoquer le sort des multinationales américaines actives dans la filière cuivre (dont la célèbre Anaconda Copper). La partie états-unienne a fait la sourde oreille aux arguments de la

-
3. Kissinger, Henry, *Mis Memorias*, vol. II, Atlántida, Buenos Aires, 1987, p. 315.
4. Sigmund, Paul E., « El bloqueo invisible y la caída de Allende » *Revista de Estudios Internacionales*, vol.7, n°26, Instituto de Estudios Internacionales, Universidad de Chile, 1974, p.21.



Une réunion de mineurs de la Codelco



partie chilienne et s'est, en réalité, contentée de rappeler à l'administration Allende qu'elle était tenue de négocier avec les entreprises concernées. De surcroît, un blocus financier contre le Chili a été mis en place par les autorités américaines. C'est ainsi qu'en août 1971, l'agence américaine de crédit aux exportations, Eximbank, a annoncé qu'elle rompait toutes ses relations financières avec le Chili en transition vers le socialisme⁵.

Le Chili a également obtenu des prêts d'autres pays en dehors des États-Unis. En novembre 1972, le ministre des Finances Millas a indiqué que le Chili avait obtenu des prêts à court terme pour la somme de 250 millions de dollars de l'Argentine, du Mexique et du Canada, de l'Australie et de l'Europe occidentale ainsi que 103 millions en provenance d'Union soviétique. Cette même source a également évoqué un montant de 446 millions de dollars de prêts à long terme de l'Union soviétique, de l'Europe orientale et de la Chine, en plus de 70 millions de dollars de prêts de long terme d'autres pays latino-américains, ainsi que des quantités non précisées mais « significatives » de certains pays d'Europe occidentale. C'est ainsi que Chile Economic News, une publication du gouvernement chilien, a mentionné un total de plus de 200 millions de dollars en prêts et crédits de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de la France, des Pays-Bas, de la Belgique, de la Suède et de la Finlande entre novembre 1971 et décembre 1972. Au total, il apparaît que le résultat final de la tentative des États-Unis de faire pression sur le Chili en l'étranglant financièrement a consisté en une diversification et un accroissement des sources de financement de Santiago, ce qui contrebalança la réduction des fonds d'origine nord-américaine.

CONCLUSIONS

À ce stade, il est permis d'accorder du poids à l'hypothèse d'un dérèglement de l'économie chilienne, suite à une modification d'envergure du système monétaire international décidée par l'administration Nixon en 1971, soit un an après l'élection d'Allende. Il va de soi que les programmes de réformes sociales basées sur un financement public allaient se traduire par un regain de l'inflation, vu l'augmentation subséquente de la masse monétaire en circulation. Nous avons vu que l'inflation a été globalement bien maîtrisée par le gouvernement de l'UP jusqu'au moment où le système de Bretton Woods a été démantelé par Nixon en août 1971. Après cette date, la pression à l'acquisition de dollars fut telle que les mesures de contrôle des prix n'ont plus été suffisantes pour compenser la dégradation du taux de change de l'escudo face au dollar. Progressivement, le pays est entré dans une spirale hyperinflationniste et cette conjoncture a été exploitée politiquement par les amis des États-Unis au Chili pour déstabiliser l'UP. C'est ce que tend à démontrer un document de la CIA aujourd'hui déclassifié mais auparavant expurgé de références éventuellement gênantes (d'où son appellation officielle de « *Sanitized Copy* »). Cette source se trouve sur le site des services de renseignements américains⁶. Elle se garde, bien entendu, de présenter l'action des États-Unis sous un mauvais jour. Elle ne manque cependant pas de mettre en exergue un travail de sape de l'économie chilienne par des acteurs chiliens eux-mêmes.

C'est ainsi que ce rapport mentionne une diminution des productions agricole et manufacturière correspondant à une chute de 16 % de l'investissement intérieur brut.



Cette dernière ne peut s'expliquer par la montée des prix, entraînant une chute de l'investissement et par la suite, une éviction de l'échange marchand au profit du troc. Nous avons vu que l'inflation se situait aux alentours de 22 % en 1971 après un an de pouvoir de l'UP. C'est nettement moins qu'au cours des trois exercices précédents (27,9 % en 1968, 29,3 % en 1969 et 34,9 % en 1970). Les producteurs n'avaient donc aucune raison économique de détenir d'importants soldes de trésorerie et de restreindre la formation brute de capital fixe. Cet arrêt de la production correspond donc bien à des motifs politiques.

Pour couvrir ces pénuries, le gouvernement a dû augmenter ses importations. Mais puisque les cours du cuivre s'écrasaient, les réserves de change du pays se sont évaporées (elles sont passées de 378 millions de dollars en 1970 au moment de l'élection d'Allende à 40 millions). Par la suite, la proclamation de l'inconvertibilité du système allait contribuer à accroître les pressions inflationnistes.

Bref, des Chiliens appartenant à la frange de la population la mieux dotée en capitaux ont commencé à saboter un gouvernement qui limitait leurs privilèges de classe. Des perturbations extérieures tant de type conjoncturel (baisse des cours du cuivre) que structurel (dénonciation des Accords de Bretton Woods par les États-Unis) sont venus aggraver ce schéma macroéconomique fortement inflationniste. La diplomatie américaine n'avait plus qu'à attendre que son heure vienne, ce d'autant plus qu'elle disposait de relais importants au sein de l'appareil d'État chilien. L'incapacité du gouvernement Allende à financer les importations de biens tant de consommation qu'industriels constituait, d'ailleurs, une perspective à laquelle se

préparaient les États-Unis en 1972, comme l'atteste la note déclassifiée de la CIA précédemment citée.

La suite est désormais bien connue. Après le coup d'État du général Pinochet, un vaste programme de privatisation va commencer sous le patronage des Chicago Boys. La stabilisation des prix deviendra l'objectif principal des politiques macroéconomiques au Chili qui évoluera en pays phare du néolibéralisme. La chasse aux déficits et la pression à la baisse sur les salaires seront les nouveaux mantras d'un pouvoir établi à la faveur de l'écrasement du mouvement ouvrier et de la gauche. La réforme agraire a évidemment fait long feu. À la fin des années 1970, les deux tiers des terres redistribuées avaient été restituées au capital concentré, parfois international. Cette évolution a aggravé la situation des paysans qui ont été contraints de redevenir des journaliers (62,8 % des bénéficiaires de la réforme menée par l'UP au pouvoir)⁷.

L'histoire économique et sociale du Chili est riche d'enseignements pour les combats sociaux et émancipateurs à venir !

Xavier DUPRET,
économiste à l'Association culturelle
Joseph Jacquemotte.

5. Bonnefoy, Pascale, « Las reservas negociaciones de los gobiernos de Allende y Nixon sobre la nacionalización del cobre » *Revista de Estudios Internacionales*, vol.45, n°175, Universidad de Chile, août 2013, p. 86.

6. CIA, *Intelligence Memorandum, Chile: Allende's economic record*, avril 1972. Sanitized copy approved for release, 23 septembre 2011. Url : <https://www.cia.gov/readingroom/docs/CIA-RDP85T00875R001700030070-0.pdf>. Date de consultation: 2 juillet 2023.

7. Manzano, Liliana, « Estratos y clases sociales en Chile 1973-1990 » *Revista de Sociología*, Universidad de Chile, n°20, Santiago, 2006, p.122.



Adelante companero

ALLENDE ET LA LOI 17.729. ÉVOcation D'UNE POLITIQUE INDIENNE



Évoquer la politique indigène de l'Unidad Popular et les espoirs qu'elle a fait naître, est un crève-cœur. À peine commençait-elle à produire ses effets, en rupture avec le passé, qu'elle prit fin un 11 septembre noir. Elle fut ensuite démantelée par la junte, non pour revenir au passé mais pour basculer dans un présent où les Indiens n'auraient même plus la place misérable qu'ils occupaient avant Allende.

La révolution indigène de 1970-1973 est une ligne brisée, sans apogée. Les conséquences socio-économiques de ce rendez-vous manqué se lisent aujourd'hui encore dans la société chilienne. Les quelques pages qui suivent esquissent un portrait de la politique foncière du gouvernement Allende à l'égard de la principale minorité indienne, les Mapuche. On comprend à cet énoncé comment Allende aura abordé la question. Disons-le d'emblée: cette approche ne satisfaisait pas toutes les aspirations indiennes et il serait anachronique d'y chercher les racines des revendications contemporaines d'autodétermination. Il est cependant difficile de ne pas se dire que la restauration de la propriété collective de la terre Mapuche aurait été le prélude à d'autres avancées. Avant d'évoquer cette politique, une introduction est indispensable pour comprendre contre quels déterminismes historiques Allende a lutté et sur quelles forces il s'appuya. Merci de considérer cette évocation pour ce qu'elle est: une contribution militante en hommage et non une contribution à une histoire que les spécialistes et que nos camarades chiliens.es connaissent tellement mieux.

VIE ET MORT DU CHILI INDIEN

En 1970, on dénombre au Chili quatre groupes indigènes, représentant environ 800.000 personnes: 600.000 Mapuches (400.000 ruraux et 200.000 urbains), plus de 150.000 Aymaras et quelques dizaines de milliers d'Atacameños dans la cordillère du Norte Grande, quelques centaines d'Indiens des tribus de l'extrême Sud (Patagonie et Terre de Feu) et 1.200 Polynésiens (Matamua survivants et Rapa-Nui) sur l'île de Pâques. Les Mapuche - gens de la Terre en *mapudungun*¹ - constituent la plus importante population indienne². Ils occupent aussi une place centrale dans l'histoire chilienne et dans ses références identitaires. Au XV^e siècle, les tribus Mapuche forment tant un ensemble linguistique (et non ethnique) qu'une confédération militaire qui résiste avec succès au redoutable empire inca. Au siècle suivant, les Espagnols se heurtent aussi à l'irréductible résistance des Mapuche qui occupent le Chili central de la vallée de l'Aconcagua à l'île de Chiloé, du Pacifique aux Andes et côté argentin, de la Pampa à la Patagonie. Le noyau central du territoire est nommé par les Castillans, « L'Araucanie » et ses habitants « les Araucans », termes coloniaux que les Mapuche réfutent. Une étymologie, peut-être farfelue, trouve l'origine de ces mots dans l'Araucaria, un pin fréquent sur le territoire dont les branches sont tellement couvertes d'aiguilles qu'on l'appelle le « désespoir des singes ». L'Araucanie fût en tout cas le désespoir des Espagnols. Car les conquistadors sont impitoyablement massacrés par les Mapuche. Ces affrontements perdurent jusqu'au XIX^e siècle. Le fleuve Bio Bio qui coule des Andes à Concepcion, marque la frontière entre colons au Nord et autochtones au Sud. Un *statu quo* reconnaît officiellement aux Mapuche un immense territoire indépendant, les *Leyes de Indias*. Une *Ordenanza* stipule même en 1594 que les terres obtenues au détriment des Indiens doivent leur être rendues. Alejandro Lipschutz, médecin letton naturalisé chilien, penseur marxiste et père d'une anthropologie indienne qui inspira Neruda et Allende, en conclut que la restitution des terres aux autochtones est un principe originel au Chili.



Allende et le peuple Mapuche



Jusqu'au XIX^e siècle, le territoire indien est organisé en communautés agricoles sans appropriation individuelle de la terre. C'est un socle courant sur le continent amérindien : la terre appartient à la communauté ; l'usufruit dépend du travail et en aucun cas d'une possession privée³. Comme les terres d'une tribu portent le nom du cacique (chef militaire), les Espagnols déduisent qu'elles appartiennent aux seigneurs de guerre. Interprétation erronée, fruit d'une projection européenne de la propriété seigneuriale et du travail servile. Cependant, les gouverneurs de Santiago et leurs maîtres, les Vice-Rois du Pérou, n'inquiètent pas le territoire indien. Parce qu'il a prouvé ses capacités de défense. Et parce que dans un continent aussi vaste, avant la révolution des intrants et la mécanisation des cultures, avant la poussée migratoire européenne du XIX^e, la terre n'a pas grande valeur intrinsèque. Les colons sont plus obsédés par les sous-sols de cuivre et de salpêtre du Nord que par les sols du Sud. Mais quand arrivent les indépendances, l'Amérique latine suit la pensée libérale des Bolivar et San Martin. Les nouveaux États optent pour la division des terres communautaires indiennes afin d'organiser le foncier en propriétés privées pour nourrir une émigration d'Européens chassés du vieux continent par la misère. Du fait de cette émigration, la population chilienne blanche va doubler au XIX^e et quintupler au XX^e. Le Chili indépendant va alors mettre fin au territoire indien. Entre 1861 et 1883, conjointement à l'Argentine, Santiago lance l'opération « pacification de l'Araucanie ». Cet euphémisme désigne une guerre de conquête, voire d'extermination, visant à exproprier la terre Mapuche pour en faire une terre d'haciendas. Cette fois, l'équipement militaire moderne occidental fait la différence, la résistance indienne est écrasée. Les Mapuche auront défendu leur territoire 300 ans durant, un cas unique dans l'histoire amérindienne.

Les vaincus sont parqués dans des réserves, les *reducciones* où ils pratiquent un maraichage de survie⁴. La population indienne est installée de force dans ces territoires collectifs, les *Títulos de Merced*. Selon Sergio Caniquero, historien du *Centro de Estudios Interculturales e Indígenas*, les Indiens vivaient en 1803 sur cinq millions d'hectares. En 1929, la terre indienne, réduite à un demi-million d'ha, a été divisée par dix. Avant l'arrivée d'Allende au pouvoir,

cette surface est réduite à 250.000 ha, divisée par vingt. Divers procédés ont abouti à cette spoliation : expropriations, enchères non payées, ventes à prix dérisoire de terres indigènes sans cadastre, système du *compra en verde* aboutissant à la vente des terres pour cause de dettes. Les requins de la terre (*tiburones de la tierra*) se taillent d'immenses domaines fonciers où les paysans Mapuche travaillent comme saisonniers ou métayers. La prolétarianisation paysanne est généralisée, que les fermiers soient indiens ou non. Selon la Direction des Statistiques, en 1960, les *latifundios* occupent 81 % de la superficie cultivée du Chili : 23.000 grandes propriétés se répartissent 28 millions d'ha, soit près de 1.300 ha par grand propriétaire quand 156.708 petits paysans exploitent en moyenne 2,8 ha, un rapport de 1 à 464. Pour l'Indien propriétaire d'un lopin, la situation est pire : en 1970, le rapport terre/indigène équivaut à moins d'un ha par personne, signe d'une insécurité alimentaire structurelle. Dans les réserves indiennes, les communautés indigènes persistent dans leur gestion collective du foncier jusqu'à la première partie du XX^e. Selon Lipschutz, c'est une organisation de résistance sociale à la voracité des *tiburones de la tierra*. Dans ce contexte de transformation agraire, la culture indienne - inexistante pour l'État chilien - se réduit à quelques artifices folkloriques dans un pays où l'homogénéité blanche et l'exclusivité linguistique castillane sont données pour acquises. Acculturées et marginalisées, les populations Mapuche vivent un exode rural important. Les élites dirigeantes nient l'entreprise génocidaire et la spoliation des Indiens. La thèse de la disparition des Indiens, le fameux syndrome du territoire vide, prédomine comme en Argentine. Cette invisibilisation va de pair avec une exaltation

1. Le gentilé ne prend pas de « s » car le mot est au pluriel.

2. Les données chiffrées restent incertaines. En 1992, quand le Chili redécouvre sa composante indienne lors d'un recensement par auto-identification, les Mapuche sont un demi-million mais selon le recensement de 2002, ils représentent 4 % de la population et 87,3 % des autochtones soit 600.000 personnes. D'autres statistiques donnent un chiffre plus élevé : sur 19 millions de Chiliens, 1,7 million serait d'origine indienne. Le terme français « indien » sera utilisé dans ce texte sachant que le terme « indio » demeure péjoratif en Amérique latine où on lui préfère le terme « indígena ».

3. Alejandro Lipschutz, *La comunidad indígena en América y en Chile*, Santiago, 1956, p. 23. Les amateurs d'analogie compareront ce système avec celui du domaine national qui prévalait dans le Sénégal de l'Indépendance.

4. On notera que dans l'île de Pâques annexée par le Chili en 1888, les Polynésiens sont parqués dans la réserve de Hanga Roa (6 % de l'île) quand la Cie Williamsson-Balfour s'empare de toutes les autres terres pour élever des moutons.



Des femmes Mapuche guident des parlementaires qui viennent constater l'occupation des terres

de la tradition espagnole, seule constitutive de l'identité nationale. Les Mapuche rejettent quant à eux toute identification chilienne. Le temps où leur slogan deviendra *Nosotros somos los verdaderos chilenos* est loin. Allende grandit donc dans un pays où on ne cherche pas à intégrer les Indiens à la nation mais à les éliminer culturellement et à les exploiter économiquement. Les classes moyennes et supérieures prétendent à une homogénéité raciale intégrale. Des rêves d'égalité vont venir contredire ces rêveries suprématistes.

LA BOITE DE PANDORE

Face au désespoir indien, les progressistes hispano-américains ont longtemps entretenu un indigénisme romantique, vision naïve nourrie du mythe du bon sauvage à la Rousseau, à l'instar des courants indigénistes d'Europe de l'Ouest aujourd'hui. Ce courant indigéniste chilien ne remet nullement en cause la domination foncière des *latifundia*. Mais trois facteurs en interaction vont modifier les choses et préluder à la politique indienne de l'*Unidad Popular* entre 1970 et 1973 :

1. l'amorce d'une réforme agraire par le pouvoir social-chrétien (1964-1970),
2. l'émergence d'une gauche de plus en plus marxiste,
3. l'organisation des revendications indiennes.

Que la structure de propriété agraire soit une entreprise de paupérisation des populations, même le parti conservateur au pouvoir finit par l'admettre dans un Chili où l'agriculture ne concourt qu'à 8 % du PNB quand elle occupe près d'un tiers de la population. Dix ans avant l'élection d'Allende, le conservateur Jorge Alessandri entame une timide réforme agraire. Faute d'expropriations de terres, elle sera sans effet. Le démocrate-chrétien Eduardo Frei ira plus loin avec la loi 16.640. En 1967, Frei décrète une expropriation des superficies supérieures à 80 hectares irrigués par domaine⁵ ou si

le domaine est laissé en jachère. Son objectif est de donner des propriétés individuelles aux paysans sans terre⁶. La loi 16.625 légalise même le syndicalisme paysan jusqu'alors prohibé. Cette réforme agraire bouleverse l'ordre social des campagnes chiliennes⁷. Cependant, avec ses balises trop larges et en raison de l'inertie judiciaire, la réforme n'a que de faibles effets. Entre 1960 et 1970, les tribunaux ne récupèrent que 1.433 ha, preuve d'un parti pris évident pour les latifundistes. Toutefois, Allende va s'appuyer sur cet antécédent pour mettre en œuvre une réforme agraire plus fondamentale. D'autant que Frei a, sans le vouloir, ouvert la boîte de Pandore des rêves égalitaires.

Les années 1964-1970 voient la polarisation des classes sociales au Chili. Les habitants des bidonvilles et les ouvriers agricoles se mobilisent. Des actions comme les *corridos de cerco* sont menées pour déplacer les clôtures des grands domaines et réinstaurer les *Títulos de Merced* indiens. D'autres modes d'action se répandent comme les *tomas*, occupations illégales de terrains pour y construire des logements et cultiver la terre. On n'en compte que 10 en 1967, elles sont 46 en 1970. Ces *tomas* sont réalisées par le MIR (*Movimiento de Izquierda Revolucionaria*) qui brandit le slogan *Arauco vuelve a la lucha* (L'Araucan retourne à la lutte). Dans le même temps, la question agraire et *de facto* la question indienne trouvent leur place dans les programmes de l'opposition. Une nouvelle équation indienne apparaît dans la gauche chilienne, celle de l'adéquation marxiste entre les autochtones indiens et les paysans prolétariés. La question indienne est diluée dans la question paysanne et résumée à un slogan : *la tierra es a qui la trabaja*. La gauche chilienne s'inspire aussi de la politique du président mexicain Cárdenas combinant ethnicité et classe, agrarisme et indigénisme. Si l'équation ne couvre pas toute la question indienne, elle est d'une logique économique imparable. Selon Daniela Durán Cid, la future Unité populaire considère la condition indienne comme emblématique de la condition paysanne⁸.



Pourtant ce sont des Mapuche urbanisés qui intègrent d'abord les syndicats et les organisations de *pobladores* exigeant un logement. Ces syndicalistes indiens fondent l'Association nationale indienne revendiquant la récupération des terres usurpées mais aussi la fin des discriminations et la promotion des cultures et langues indiennes. Cependant, la convergence entre partis de gauche et organisations indiennes se structure d'abord autour de la récupération des terres. Aussi l'*Asociación Nacional Indígena* fusionnée avec le *Frente de Trabajadores de la Tierra* en une *Federación Campesina e Indígena* qui se rapproche des partis socialiste et communiste. En 1964, à Temuco, Salvador Allende signe un pacte avec les organisations Mapuche : elles s'engagent à soutenir sa campagne présidentielle ; il s'engage à introduire d'importantes réformes socio-économiques au profit des Indiens. Les autochtones font également entendre leurs voix aux Congrès d'Ercilla (1969) et Temuco (1970). Leurs revendications forment un trio : récupération des terres, défense de la culture, législation indienne spécifique. Certes, la multiplicité des organisations Mapuche - elles sont plus de 40 - rend le dialogue complexe mais l'articulation entre gauche chilienne et mouvement Mapuche est patente. Comme l'écrit Michèle Arrué, l'élection d'Allende va susciter tous les espoirs du monde indien.

TROIS ANNÉES D'ESPOIR

Le 4 septembre 1970, Allende, candidat de l'Unité populaire, arrive en tête de l'élection présidentielle avec 36,6 % des suffrages devant le candidat conservateur (35 %) et le candidat démocrate (28 %). La victoire surprise de la gauche suscite la haine ou l'enthousiasme dans différentes parties du monde. Au Chili, elle fait naître un espoir de transformation radicale compatible avec la démocratie. Certes, l'absence de majorité absolue inquiète. Cela n'empêche pas Allende d'annoncer que sa présidence sera celle du grand rendez-vous indien. Le 5 novembre 1970, 12 jours après son investiture, le nouveau président prononce ces mots symboliques au Stade de Santiago : *(nous voici aujourd'hui, camarades, pour commémorer le début de notre triomphe. Mais quelqu'un d'autre gagne aujourd'hui avec nous. Lautaro et Caupolicán sont ici, associés à leurs frères lointains Cuauhtémoc et Túpac Amaru)*. Allende place sa victoire dans la foulée de la lutte historique des héros indiens : Lautaro et Caupolicán sont deux caciques Mapuche de la guerre livrée aux Espagnols au XVI^e siècle⁹. Le président s'inscrit aussi dans un panaméricanisme décolonial avant la lettre : Cuauhtémoc est le dernier empereur aztèque, un martyr de la libération, Túpac est le dernier sapa inca et symbolise la résistance jusqu'à la mort. Allende ignore à quel point il est prophétique.

Enfant Mapuche aux champs



Certes le politologue Pablo Barnier-Khawam relativise : le président ne s'inscrit pas dans une revendication d'autodétermination mais dans un indigénisme latino-américain qui fait des chefs indiens des figures fondatrices de la nation toute entière. Allende qui va nationaliser des pans entiers de l'économie, collectivise en somme l'histoire indienne. Autre symbole sans précédent : élu président, il assiste en personne au Congrès national Mapuche organisé en 1970 à Temuco. Son ministre de l'Agriculture, Jacques Chonchol qui l'accompagne, installera même son ministère en Araucanie. Au-delà des symboles, l'essentiel est au rendez-vous : les congressistes clament la nécessité d'une nouvelle loi indienne. Le réalisateur Raul Ruiz filme alors Allende et les délégués indiens s'engageant ensemble pour une réforme agraire¹⁰. Elle arrive en mai 1971. Allende présente alors au Parlement son projet de Loi indienne qui amplifie considérablement la réforme agraire amorcée par son prédécesseur. Il présente une véritable loi de récupération des terres indigènes, la loi 17.729. Le Congrès, pris en otage par l'opposition du Parti national et par les attermolements de la Démocratie chrétienne, va en amoindrir la portée. Face à 400 manifestants Mapuche venus protester au Palais de *La Moneda*, Allende reconnaît les failles de la version finale, notamment en ce qui concerne la création de coopératives ou la lenteur d'exécution des restitutions. Mais

5. Un ha irrigué (hectárea de riego básico) est une mesure agronomique qui équivaut à 6 ha dans la vallée centrale du Chili et 9 ha en Araucanie. Cette mesure varie en fonction des conditions géographiques (littoral, vallée, cordillère) et hydriques.

6. Des terres provisoirement collectives sont également constituées via des *asentamientos*, sorte de coopératives à durée limitée avant répartition individuelle des titres fonciers privés (la démocratie chrétienne fuyant le collectivisme comme la peste).

7. Autre réforme notable : en 1966, les Pascuans, autochtones de l'Île de Pâques, reçoivent la nationalité chilienne et sont autorisés à quitter la réserve.

8. Les temps ont décidément changé : les trois grands romans du réalisme magique naissant (*Pedro Páramo*, *Los pasos perdidos* et *Cien años de soledad*), ont pour dénominateur commun la présence obsédante de l'Indien des campagnes.

Antonio Millape, président de la Confédération nationale Mapuche, fait bloc avec Allende pour promulguer une loi même dénaturée. Car la coalition de gauche au pouvoir va utiliser les armes légales dont elle dispose. Le nouvel Institut du développement indien¹¹ a mission de transférer aux communautés indiennes les terrains expropriés. L'IDI fait jouer tous les critères d'expropriation : limite de 80 hectares irrigués, abandon ou mauvaise exploitation, infractions aux lois sociales. Sous son égide, entre 85.000 et 132.000 hectares sont récupérés sur un objectif initial de 150.000 ha. En 18 mois, les indigènes obtiennent 60 fois plus de terres qu'au cours des 10 années précédentes. D'autres estimations vont plus loin mais retenons qu'en Araucanie, 85 % des terres expropriées entre 1958 à 1973, l'ont été sous Allende.

Initialement, le gouvernement d'Allende ne veut pas que le foncier remis aux Indiens soit exploité en *minifundista*, en petites unités familiales, même si cette solution est revendiquée par une partie des paysans Mapuche. Au contraire, il promeut un système collectif de coopératives. Utopie indigéniste ? Non, raisonnement agronomique : la petite propriété privée n'autorise qu'une économie de subsistance ; la coopérative est la seule échelle de développement possible. La politique d'Allende a le soutien des techniciens de l'administration, favorables à la propriété collective parce qu'elle facilite la formation des paysans et permet d'accéder aux crédits de modernisation pour des cultures de vigne ou des laiteries coopératives. La priorité du gouvernement Allende n'est pas d'exproprier davantage de terres mais de rendre les terres rendues aux paysans plus productives et notamment d'augmenter la productivité du blé de l'Araucanie. Dans un contexte d'insécurité alimentaire et de dépendance du pays aux importations, cette politique indigène s'intègre dans le New Deal chilien de baisse des prix.

Toutefois, le gouvernement fait face aux appropriations sauvages opérées par des paysans Mapuche qui jugent le processus légal trop lent. Le pays rural est emporté par une forte agitation d'organisations comme *Netuaiñ Mapu* (en *mapudungun* : nous allons récupérer la terre) affiliée au Parti communiste révolutionnaire de tendance maoïste ou comme le MIR, *Movimiento de Izquierda Revolucionaria*, créé par des étudiants de Concepción en 1965 qui fondent ensuite le *Movimiento Campesino Revolucionario* prônant l'occupation de grandes propriétés. Au surplus, les fractions plus radicales des partis de l'Unité populaire demandent de ne pas payer d'indemnités aux grands propriétaires pour les terres expropriées. L'aristocratie terrienne réagit en lançant une campagne de terreur qui prélude au coup d'État de 1973. Le groupe d'extrême



droite *Patria y Libertad* entame déjà des actions. Quant aux juges, ils favorisent les grands propriétaires dans un contexte de fortes tensions de l'Unité populaire avec un pouvoir judiciaire conservateur. Enfin, des organisations de petits paysans chiliens non indiens sont en effervescence car elles craignent que toutes les terres soient l'objet d'un programme collectiviste. Pur fantasme alimenté par une presse haineuse comme le quotidien *El Mercurio* à Santiago et par la propagande de ceux qui envisagent un putsch ... à Washington.

LE DÉBUT DE LA FIN OU LA FIN DU DÉBUT ...

C'est dans ce contexte que le Général Augusto Pinochet, nommé chef de l'armée de terre par Salvador Allende, fait un coup d'État préparé par la CIA. Le 11 septembre 1973 sonne le glas de la voie chilienne vers le socialisme et la fin de toute politique indienne. C'est aussi la mort violente de bien de ses promoteurs : Allende bien sûr mais aussi Miguel Enríquez, leader du MIR. Les organisations indiennes qui ont soutenu l'Unité populaire sont réprimées. La terreur militaire fait 40 000 victimes dont nombre de tués ou de disparus. Bien d'autres sont emprisonnés ou s'exilent. Le coup d'État met fin au projet agraire. Les coopératives sont dissoutes. L'Institut pour le développement indien disparaît. On parcelle les terres indiennes aliénées au profit d'établissements bancaires. Au terme de la dictature, seules 18 des 3000 réserves n'avaient pas encore été divisées. Pinochet organise la reconversion forcée du territoire Mapuche en zone de production forestière (sapin,



Justice
au
peuple
Mapuche

eucalyptus). De grenier céréalier du Chili, il devient le foyer de sa production forestière, exploité par des entreprises internationales. Pinochet applique les théories néolibérales de la *School of Economics* de Chicago. En 1979, il promulgue le décret 2568 liquidant toute propriété collective et abolissant tout statut juridique permettant de reconnaître une existence spécifiquement indienne. Le nouveau ministre de l'Agriculture de la dictature peut alors déclarer : « au Chili, il n'y a pas d'Indiens ; ils sont tous chiliens ». Et ils sont tous sous le seuil de pauvreté.

Dix ans plus tard, la victoire du « non » au référendum du 5 octobre 1988 enclenche une transition vers la démocratie et le départ de Pinochet. La question indienne redevient une question politique. Les Mapuche poursuivent leur combat notamment par l'action directe contre les multinationales forestières et le secteur hydro-électrique. Les gouvernements démocratiques renouent avec la politique de restitution des terres initiée par Allende. Mise en place en 1993, la *Corporacion Nacional de Desarrollo Indigena* a redistribué aux familles indigènes 215 000 ha. Certes, les militants de la cause indigène réclament aujourd'hui la prise en compte de leur spécificité culturelle, voire une auto-détermination complète qu'Allende n'avait pas envisagée¹². Mais 50 ans plus tard, malgré le bilan critique tiré des années 1970-1973, l'arrivée au pouvoir d'Allende reste célébrée par la population indienne comme une étape majeure sur le chemin de l'émancipation. La loi 17.729 a été la première reconnaissance par la démocratie chilienne de la spoliation des terres indiennes et a impliqué une participation politique inédite des indigènes. Si les factions

gauchistes et certaines organisations Mapuche ont reproché à la réforme agraire un manque de radicalité, personne ne conteste qu'elle soit allée le plus loin possible dans un cadre légal. Sur le plan symbolique, elle fut historique car Allende a montré qu'on pouvait en finir avec la structure agraire des grands domaines et renverser les liens de domination d'une oligarchie rurale sur le prolétariat rural.

On ne terminera pas cette évocation sans mentionner l'action éducative d'Allende. Son gouvernement a facilité l'accès à l'éducation des enfants autochtones, via une campagne d'alphabétisation Mapuche-castillan. Des bourses d'études ont été massivement attribuées aux étudiants indigènes : 588 en 1970, 3.000 en 1971, 10.000 en 1972 (entre 1960 et 1970, seules 1.695 bourses avaient été attribuées aux autochtones). Autre aspect fondamental : la reconnaissance du droit de vote aux analphabètes (environ 10 % de la population), qui élargit considérablement l'accès au suffrage universel du peuple chilien et singulièrement de sa composante indienne. Enfin, il faut insister sur le fait qu'Allende a promu une reconnaissance parfois théorique mais inédite de tous les peuples indigènes du pays. Malgré le caractère agraire et la dominance Mapuche de sa politique, il définissait les Indiens au-delà de leur relation économique à la terre en affirmant qu'ils se distinguent des autres Chiliens par d'autres systèmes de vie, de coutumes, de traditions, de formes de travail, de coexistence et de religion¹³. Et dans sa présentation du projet de loi agraire, Allende mentionna bel et bien les neuf groupes indiens du Chili : Quechuas, Aymaras, Atacameños, Changos, Mapuche, Huilliche, Yaganes, Onas et Alacalufes. À ces mots, on comprend que la révolution indigène d'Allende fût brisée bien avant qu'elle n'ait produit tous ses effets. Il appartient à l'avenir de la poursuivre.

Jean-Paul MAHOUX,
historien et écrivain.

9. Allende fait référence au poème épique *La Araucana*, une épopée qui s'inscrit tant dans la mémoire indienne que dans la littérature et l'identité chiliennes.
10. Court-métrage documentaire (15 min. en 16 mm. couleur) *Ahora te vamos a llamar hermano*, présenté au festival international de Valdivia en 2012.
11. Le nouvel Institut gère la propriété foncière expropriée (transactions, loyers, métagages, exploitation), représente les indiens en cas de litige et établit un cadastre officiel. Son Conseil supérieur comprend 7 représentants Mapuche sur 16 membres.
12. La division entre "Indianistas" et "Marxistes" s'est cristallisée depuis longtemps lors du Premier Congrès sud-américain des peuples autochtones, en mars 1980, à Ollantaytambo (Pérou). La délégation chilienne y soutenait alors le courant marxiste qui défendait la libération des peuples indigènes par la seule lutte des classes paysannes.
13. Projet de Loi indienne, Chambre des Députés, Séance parlementaire 39, 19 Mai 1971 in *Historia de la Ley Indigena* vol. I, Archivo Biblioteca Congreso Nacional. Cité par Daniela Durán Cid, "De la Réforme Agraire à la Loi Indienne de 1972. Le peuple Mapuche et l'Unité Populaire (Chili, 1970-1973)", *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* mis en ligne le 08 octobre 2020, consulté le 07 août 2023.

ÉDUCATION ET CULTURE DES ARTS DANS LE CHILI DE L'UNITÉ POPULAIRE. QUELS ENSEIGNEMENTS POUR LES CONCEPTIONS PÉDAGOGIQUES CONTEMPORAINES ?



Il ne faut pas attendre l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire et de son président Salvador Allende pour voir émerger au Chili une nouvelle conception des arts, de la culture et de l'enseignement. Le mouvement de révolution culturelle internationale insufflé dans les années 1960 touche ce pays dont la longue tradition pédagogique repose sur un système fortement inégalitaire.

Et il y aura du travail pour tous



Cette inégalité a notamment été forgée sur les différences d'accès aux niveaux d'enseignement, les couches populaires n'atteignant en général que l'enseignement primaire, *la escuela primaria común*¹. Malgré la forte présence de l'État dans l'organisation publique de celle-ci, le niveau supérieur et universitaire reste entre les mains du secteur privé, le plus souvent soutenu par l'Église catholique. Certes, une conception démocratique et laïque parcourt l'idéal éducationnel chilien dès le XIX^e siècle, sur le modèle républicain français, mais dans les faits l'Église et la bourgeoisie économique gardent une mainmise idéologique sur la structure privée de l'enseignement, surtout supérieur, véritablement scindée en deux entités selon les classes à éduquer – l'Université catholique de Santiago sera l'un des bastions de l'opposition réactionnaire et du coup d'État contre le gouvernement d'Allende.

Destinées à maintenir et à reproduire un ordre social et économique, l'école et la culture sont jusqu'au milieu du XX^e siècle un soutien de l'hégémonie d'une élite bourgeoise et majoritairement catholique. Bien entendu, une laïcisation est prônée par une frange progressiste de la bourgeoisie libérale, mais l'éducation des couches populaires reste cantonnée, jusque dans les décennies 1950-1960, à un apprentissage sommaire de la lecture et de l'écriture en classe de primaire. C'est ce que montre notamment un rapport de Pedro Aravena Falcon, inspecteur provincial de l'éducation primaire, publié en 1945².

Tandis que le mouvement ouvrier se structure tout au long de la première moitié du XX^e siècle, dans un pays fortement marqué par le taux d'analphabétisme, des idées nouvelles commencent à circuler dès les années 1950, avec l'importation des pédagogies dites Montessori, Decroly et Dewey³. Comme de coutume, celles-ci sont le plus souvent réduites à une *doxa* pédagogue (le néologisme est volontaire), alors qu'elles défendent principalement la nécessité d'une expérimentation non dogmatique de méthodologies à construire en fonction de chaque conjoncture spécifique et de chaque profil d'apprenant. En outre, une idéologie importée des États-Unis continue de parcourir la conception pédagogique dominante au Chili dans les années 1960, à savoir celle d'une éducation au service de la modernisation, de la démocratie et du dynamisme capitaliste : science, technologie et rationalisation guident alors l'exigence d'une instruction de masse, portée par la démocratie chrétienne d'Eduardo Frei (1964-1970). Le Chili est, déjà à ce moment, tourné vers Chicago et ses élites économiques, que la junte militaire de Pinochet (1973-1989) accueillera avec force conviction. Si le gouvernement de Frei amène de nombreux jeunes issus des couches populaires vers les écoles, son système reste plutôt fondé sur une logique d'égalité des chances, et donc de méritocratie libérale, plutôt que sur un réel projet d'égalité de condition.

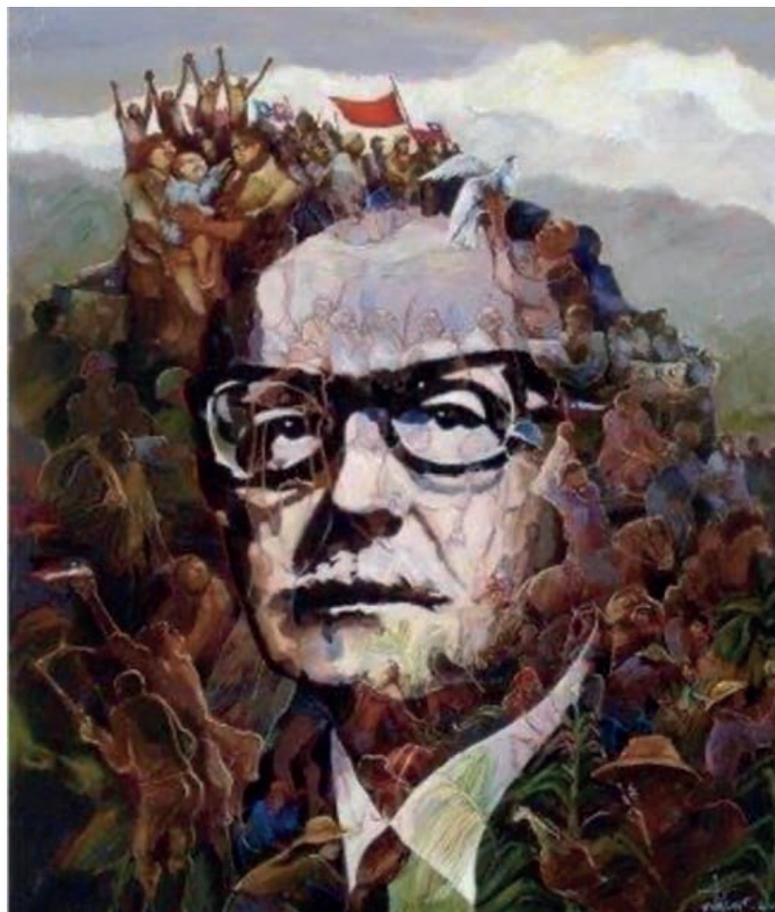


Par l'amélioration des systèmes de bourses et d'alimentation des cantines (via la *Junta Nacional de Auxilio escolar y Becas*), par le projet d'une gratuité scolaire intégrale et par la reconnaissance statutaire et symbolique⁴ des enseignants du secteur public, le gouvernement de l'UP (1970-1973) tente de répondre à cet idéal, tout en poursuivant les politiques éducatives insufflées par le gouvernement précédent. Selon Teresa Longo, c'est la radicalité du projet éducationnel d'Allende, son *Escuela Nacional Unificada* (ENU), qui explique en partie l'hostilité grandissante des conservateurs et la déstabilisation dont fait l'objet son gouvernement de la fin de l'année 1972 à septembre 1973.

Conjointement à l'innovation pédagogique, des mouvements artistiques et culturels se déploient sous Frei et, plus encore, sous Allende en phase avec les mouvements ouvrier et étudiant. Leur ambition est de doter le prolétariat chilien (majoritaire dans la structure sociale, aux côtés des paysans) d'une culture propre et de penser son émancipation par l'auto-détermination – c'est la même volonté d'auto-détermination qui guidera les occupations et les nationalisations des entreprises, au sein desquelles les ouvriers veulent montrer leurs capacités de gouvernance, d'organisation et de gestion. Ainsi, le syndicalisme (tantôt réformiste, tantôt révolutionnaire), le muralisme pictural, la nouvelle chanson chilienne, la poésie lyrique engagée ou encore l'enseignement polytechnique couplé à une formation théorique constituent cinq des principaux piliers de cette nouvelle culture – autant politique, artistique que pédagogique – qui se développe des années 1960 au premier tiers des années 1970⁵.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE DES ANNÉES 1960

Dans *Chili 1970-1973*, Franck Gaudichaud montre que l'émergence de l'Unité populaire à la fin des années 1960 est le fruit d'un processus sociétal et politique bien plus profond, d'un « *renforcement d'une subjectivité collective mobilisatrice* »⁶. La politisation propre aux années 1960, perceptible dans chaque parcelle du quotidien des Chiliens et des Chiliennes, résulte de la dynamique de lutte sociale qui émerge du mouvement ouvrier en structuration. La conscience qu'une lutte de classe est à l'œuvre au sein et en dehors des usines, dans un pays où la pauvreté et la malnutrition sont systémiques, fédère la classe ouvrière, le milieu militant et, dans certains cas, la petite paysannerie. Ce dernier secteur est lui aussi extrêmement inégalitaire, divisé entre latifundistes, prolétariat agricole et minorités autochtones historiquement privées de leurs terres (c'est notamment le cas de la communauté Mapuche, marginalisée par la colonisation espagnole et hostile à toute forme de pouvoir centralisé).



Plusieurs syndicats comme la Centrale Unique des Travailleurs (CUT), fondée en 1953, et partis politiques, comme le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) créé en 1965, participent à cette conscientisation politique en œuvrant auprès des collectifs d'étudiants, des *campamentos* (campements réunissant les pobladores, les pauvres de la ville) et des paysans sans propriété. Les pratiques d'occupation des terres et des usines, les *tomas* et les revendications de réquisitions préalables aux redistributions et aux nationalisations se font de plus en plus nombreuses, plaçant dans un certain embarras les partis légalistes de l'UP, plus encore le PC (très bureaucratique) que le PS⁷.

1. L'obligation scolaire primaire date des années 1920.

2. Pedro Aravena Falcon, *La escuela primera chilena. Sus postulados, sur organización, sus finalidades específicas*, Temuco, 13 de Junio de 1945, p. 1-12.

3. Teresa Longo, « La réforme éducative sous le régime de Pinochet : histoire d'une expérimentation néo-libérale », *Carrefours de l'éducation*, n°11, 2001, p. 104-119.

4. Malgré le discours d'Allende défendant une revalorisation salariale des enseignants dès l'enseignement primaire, pour beaucoup issus des couches populaires, la réalité des mesures prises ne permet qu'une faible augmentation des salaires.

5. Nous renvoyons au mémoire très fouillé de Carolyne Ménard, *Éducation et politique dans le Chili contemporain (1965-2010) : Regards étatiques et civiques sur les conditions de travail et de vie des enseignants*, Québec, UQAM, 2012.

6. Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973. Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 60.

7. L'UP accentuera toutefois les nationalisations du secteur minier (surtout des entreprises de cuivre, majoritairement détenues par des multinationales américaines), avec l'accord du Congrès et donc dans le respect de la Constitution chilienne.



Cette conjoncture montre en quoi une réelle culture de lutte est en pleine croissance dans le Chili pré-UP, à l'instar de plusieurs pays européens qui voient la croissance d'une gauche extra-parlementaire et de syndicats de plus en plus combatifs dans le sillon des révoltes de 1965-1968. Les années 1967 et 1968 sont également celles de la contestation au Chili, avec une multiplication des révoltes étudiantes et des grèves, dont une, historique, de 60 jours organisée par les professeurs revendiquant une augmentation salariale. En outre, la forte attractivité cubaine accentue la polarisation idéologique ; elle sera constamment brandie comme une menace par la droite conservatrice, qui qualifie de « marxiste », de « castriste », voire de « marxiste-léniniste » un pouvoir réformiste, démocratiquement élu, qui ne cessera de respecter la légalité, la Constitution de 1925, et qui n'empruntera à aucun moment la voie des armes ou de l'insurrection.

Il faut noter ici que l'UP et les partis situés à sa gauche ont conscience, dès la fin des années 1960, d'être menacés par un coup d'État et par l'agitation étrangère, ce qui participe à une forme de radicalité anti-impérialiste et anti-capitaliste – tant dans les discours que dans les mesures politiques envisagées, soumises à discussion dans les comités de l'UP (CUP) ou proposées au Congrès. En effet, la succession des ingérences états-uniennes dans les conflits d'Amérique latine n'est pas neuve, comme le démontrent le coup d'État au Guatemala dirigé par la CIA en 1954 et les deux coups d'État de 1964, en Bolivie et au Brésil. La junte militaire bolivienne travaillera de concert avec les États-Unis contre la guérilla mise sur pied par Ernesto Guevara (exécuté par l'armée régulière

bolivienne en 1967 de concert avec la CIA), tandis que le coup d'État au Brésil sera soutenu par l'anticommunisme états-unien et la peur d'une perte d'intérêts économiques sur le continent – la multinationale *International Telephone and Telegraph* (ITT), fortement implantée au Chili et au Brésil, joue d'ailleurs un rôle constant dans le soutien aux dictatures militaires latino-américaines.

Sur le plan culturel, les années 1960 sont propices à la circulation de livres en tout genre, véhiculant des idées politiques nouvelles, notamment révolutionnaires⁸, alors que davantage de Chiliens et de Chiliennes ont accès à la lecture et que la télévision se démocratise, transmettant des contenus culturels très diversifiés mais aussi de nouveaux regards sur le monde. Il faut relever un événement significatif, la création en 1971 par l'UP d'une maison d'édition, Quimantú, et d'une collection *Nosotros los Chilenos* – le nom est une très nette main tendue à la communauté Mapuche et une valorisation des identités populaires multiples (voir infra). Par ailleurs, le film-documentaire *Compañeros* du journaliste belge Raoul Goulard, réalisé en 1972⁹, expose un cas emblématique d'ouvrier particulièrement au fait de la culture marxiste, attentif à la formation culturelle de sa famille et hostile à l'importation du modèle consumériste américain. Il s'agit sans aucun doute du type d'*Homo nuevo* (« Homme nouveau ») tel que l' imagine Allende et que craignent les classes possédantes, à savoir un être souverain, autonome, critique et attentif à la volonté collective¹⁰.

Le programme de l'ENU, préparé lors d'un congrès national réunissant en 1971 des centaines de délégués d'ensei-



gnants élus par des assemblées locales, repose sur la nécessité d'une relation constante entre l'éducation et la vie. Ce programme sera sans cesse attaqué par le journal *El Mercurio*, périodique détenu par le milliardaire Augustin Edwards, soutenu et financé par les États-Unis¹¹, ainsi que par plusieurs groupes idéologiques hostiles à l'UP – de l'extrême droite de *Patria y Libertad* aux catholiques de droite.

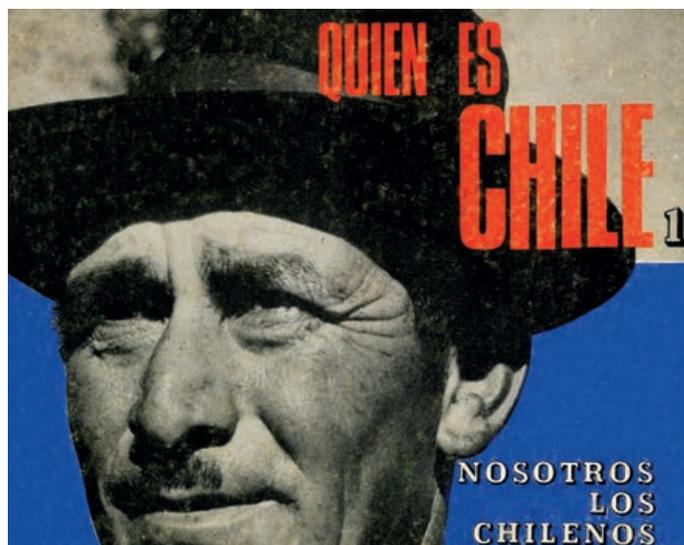
À l'antipode de cette presse bourgeoise, un organe de presse comme *El Rebelde*, journal du MIR, questionne le modèle proposé par l'UP, saluant le projet d'Homme nouveau tout en critiquant le réformisme du gouvernement. Ce parti de la gauche extra-parlementaire ne cessera d'alerter l'UP sur les risques d'un coup d'État militaire et exhortera les militaires légalistes de s'extraire de la hiérarchie militaire au profit d'une milice populaire que le mouvement entend incarner¹². Surtout proche des paysans pauvres, des *pobladores* et de la communauté Mapuche, le MIR ne parviendra jamais à intégrer le mouvement ouvrier comme le PC et le PS – la CUT est un syndicat réformiste proche de ces deux partis, très hostile au syndicalisme révolutionnaire du FTR, syndicat du MIR.

UN PROJET D'ENSEIGNEMENT UNIFIÉ ET UNITAIRE

L'un des grands projets de l'UP est l'unification du système d'enseignement autour d'une conception publique et laïque, dans une hostilité affirmée envers l'école privée et catholique. Contre cette tendance, l'Église catholique et l'opposition de droite invoquent la « liberté d'enseignement », antienne bien connue en Belgique, et défendent la perpétuation des valeurs chrétiennes, supposées au fondement de l'identité chilienne¹³. Autre *doxa* idéologique hostile à l'école publique, l'argumentation de la diminution de la qualité de l'enseignement (le fameux « nivellement par le bas ») se fonde sur une conception classiste et ségrégationniste de celui-ci. En effet, dans les faits, une large majorité de la population – la plus pauvre – n'a pas accès à un enseignement de qualité avant le milieu des années 1960 et la seule fréquentation d'une école secondaire ou supérieure est synonyme d'accroissement des qualifications élémentaires.

La combinaison d'un bagage théorique rigoureux et d'une formation polytechnique prônée par l'ENU repose en outre sur l'idéologie étatiste qui sous-tend le projet économique de l'UP. Celle-ci souhaite en effet développer

Quimantu Nosotros los Chilenos



intensément la production des entreprises nationalisées, et donc détenues par l'État chilien, tout en prolongeant au sein de celles-ci l'éducation permanente. La libération de l'ouvrier doit se faire par une libération de son temps de travail, considérée comme une condition préalable à l'instruction quotidienne. Certes, le gouvernement Allende perpétue le discours productiviste, au nom d'une forme de patriotisme économique destiné à glorifier le succès de son entreprise populaire, mais il défend dans le même temps une maîtrise de la part de la classe ouvrière des rênes de la production, de la gestion démocratique de l'entreprise et de sa propre éducation collective. Une opposition discursive s'opère, au sein de la gauche, entre partisans d'un « contrôle ouvrier de la production » (MIR, aile trotskiste du PS et FTR) et « participation des travailleurs » à l'entreprise collective (PC, aile droite du PS et CUT).

8. Michael Löwy étudie, dans un article synthétique à propos de l'histoire du marxisme en Amérique latine, la manière dont une culture politique propre au continent latino-américain se déploie dans la foulée de la révolution cubaine (Michael Löwy, « Le marxisme en Amérique latine de José Carlos Mariátegui aux zapatistes du Chiapas », *Actuel Marx*, n°42, 2007, p. 25-35).

9. Raoul Goulard, *Compañeros*, Bruxelles, RTBF/Sonuma, 1972.

10. Salvador Allende, cité in Longo, art. cit.

11. Ce journal symbolise les connivences à l'œuvre entre la très haute bourgeoisie financière, la presse de droite, les agitateurs « fascistes », les États-Unis et l'armée à l'origine du coup d'État. Un autre organe de presse, radiophonique cette fois, *Radio Agricultura*, prépare lui aussi le contexte du coup d'État en affichant un soutien aux forces militaires puis à Pinochet.

12. Le film de Carmen Castillo, *Calle Santa Fe*, montre la confiance d'Allende dans le MIR, qu'il qualifie dans un entretien avec Régis Debray de « *mis compañeros* » (Miguel Littin, *Compañero Presidente*, Chile Films, 1971). Il confiera au mouvement sa garde rapprochée et sera en contact avec lui jusqu'au coup d'État (Carmen Castillo, *Calle Santa Fe*, Paris, Les Films d'ici, 2007). Le MIR continuera sa lutte dans la clandestinité sous la forme d'une guérilla armée, mais il sera progressivement décimé – au moins 800 de ses membres sont torturés, meurent ou disparaissent.

13. La famille joue un rôle central dans la construction de l'identité du pays.



Un enseignement public, gratuit et laïque

On voit ici en quoi le projet éducationnel de l'UP lie l'école au sens strict (la formation élémentaire des jeunes chiliens) et le monde du travail, sans toutefois inféoder le premier au second. Véritable projet sociétal, voire avant-garde de l'école de la vie, l'école publique, laïque et gratuite est un préalable nécessaire, non un conditionnement productiviste, à la vie sociale, économique et politique qui attend les Chiliens et les Chiliennes¹⁴. Le marxisme chilien se distingue du soviétique ou du cubain (ce que ne cesseront de répéter Allende et son gouvernement), en ce qu'il fonde son discours sur l'idéal d'une émancipation tant individuelle que collective et en ce qu'il entend emprunter une voie démocratique et non violente vers le socialisme – c'est aussi ce qui entraînera son échec face à l'organisation des droites qui envisagent le soulèvement armé comme une issue possible à la destitution d'Allende jusqu'à l'effectivité du coup d'État du 11 septembre 1973.

La période durant laquelle l'UP gouverne ne doit cependant pas être lue comme une réalisation intégrale de son ambitieux programme, qui sera sans cesse freiné par la conjoncture sociale et économique et par le *statu quo* défendu par les partis de droite (voire le retour à l'ordre et à un état antérieur à la démocratisation insufflée par le gouvernement précédent de Frei). Franck Gaudichaud, dans un article synthétique extrêmement clair et instructif¹⁵, nuance l'effectivité d'une réalisation du « pouvoir populaire » tel que prôné par l'UP et insiste sur les tensions constantes entre le mouvement des travailleurs et le pouvoir incarné par le gouvernement de 1970 à 1973. Le chercheur montre toutefois que l'élection d'Allende a rendu possible un appel d'air pour les expérimentations et les contestations les plus originales. Syndicats, collectivités ouvrières, groupes étudiants, minorités paysannes et gauche extraparlamentaire

ont vu dans ce contexte d'écoute un terrain d'opportunité politique pour leurs luttes.

Dans les faits, le programme de l'ENU ne sera jamais appliqué, en raison de l'extrême polarisation qui s'opère au cours de l'année 1973 – le projet est présenté au début de l'année mais ne sera pas voté par le Congrès à majorité chrétienne. En 1972, un syndicat est toutefois officiellement reconnu par le gouvernement afin de dialoguer directement avec les professeurs, le Syndicat Unique des Travailleurs de l'Éducation (SUTE). Malgré l'absence de mesure financière et structurelle forte en matière d'enseignement, plusieurs témoignages de professeurs indiquent la très grande fierté d'être reconnus comme fondement de la société chilienne en devenir, d'agir au nom de l'UP et de l'instruction collective. La syndicalisation du corps professoral, sa reconnaissance en tant que ciment de la société nouvelle, la systématisation des bourses ainsi que l'accès de plus en plus grand à l'instruction pour les couches populaires constituent les principales avancées de l'UP en matière éducative.

DES ARTS EN PHASE AVEC LA CRITIQUE SOCIALE

Il est un temps question, en 1969, que le PC propose la candidature de Pablo Neruda à l'élection présidentielle. Si celui-ci se retire au profit d'une alliance des partis de gauche autour d'Allende, le poète chilien n'incarne pas moins l'alliance des arts et de la politique dans un contexte où il semble impossible de créer sans se positionner. Un deuxième exemple, celui de Victor Jara, guitariste et chanteur représentant de la *Nueva canción* chilienne, est symptomatique. Torturé et assassiné dès le début de la



junte militaire pour son soutien avéré à l'UP, il n'aura cessé de militer par la composition et l'interprétation en faveur de l'émancipation du peuple chilien. Son album posthume *Canto por travesura*, censuré par la dictature, est la trace de cet engagement teinté d'une grande ironie. Une artiste comme Violeta Parra avant lui illustre le processus enclenché dès les années 1960, repris ensuite par des collectifs comme Inti-Illimani et Quilapayún¹⁶.

Se développe alors dans une frange politisée de la société chilienne l'idée selon laquelle la culture est la condition nécessaire à l'éducation critique, au rejet de l'idéologie comme pensée a-critique et comme non conscience. Tout comme n'importe quelle culture (en tant qu'hégémonie) peut servir, dans le système capitaliste, à la reproduction d'un ordre social, d'un *statu quo*, la culture populaire naissante au Chili dans les années 1960 permettrait de rompre l'aliénation collective. Il s'agit là d'une lecture somme toute très classique et orthodoxe du marxisme, qui n'imprègne pas moins la gauche chilienne et sa culture politique. Nombreux sont les artistes exprimant le désir de libérer l'esprit des masses, d'œuvrer à la démythification et, finalement, de produire une critique permanente du monde social par l'innovation culturelle. Cette critique doit se développer non à partir d'une élite culturelle productrice d'objets consommables, mais de manière autonome, par la pratique spontanée (mains non moins organisée) des masses elles-mêmes. On voit là une convergence avec le projet d'*Homo nuevo* du programme éducationnel de l'ENU soutenu par l'UP.

Cette conception de l'art est à certains égards liée à une définition étroite de la vérité, qui serait visée dans son authenticité par le projet culturel. Contre la fausse conscience et le mensonge créés par l'idéologie au service de la domination bourgeoise, l'art et la culture des nouveaux artistes chiliens renverseraient le prisme per-



Tres y Cuatro Alamos - Parque Por la Memoria

ceptif de la réalité au profit d'une conscience critique, autonome et collective. Si cette lecture apparaît quelque peu caricaturale, elle n'offre pas moins une première mise à distance nécessaire à l'éducation politique, destinée à questionner l'évidence des institutions sociales médiées par l'idéologie dominante. C'est également en ce sens qu'il faut comprendre la critique anti-impérialiste et le retour au folklore chilien, suivant un rejet d'une forme de culture occidentale appréhendée comme hétéronome, c'est-à-dire imposée de l'extérieur au peuple chilien par le processus colonial. Ce processus ne se réduit en effet pas à une simple exploitation économique, mais il induit également une contamination idéologique et une hégémonie culturelle extérieures. La difficulté de la critique sociale lucide réside en outre dans l'identification de ce qu'est la « culture populaire ». Tandis que l'industrie culturelle présente comme populaire une culture dite « de masse », produite par un appareil économique planifié et par des médiums de communication détenus par la bourgeoisie, la culture populaire se doit d'être appréhendée dans son authenticité par une classe maîtrisant la création, la discussion et la diffusion des contenus – ce sont les propos d'artistes comme Inti-Illimani, Carlos Maldonado ou d'un sociologue comme Armand Mattelart¹⁷.

Le développement du muralisme chilien, dans la foulée du mouvement mexicain, est emblématique d'une pratique artistique collective. La *Brigada Ramona Parra*, collectif émanant du PC et dont le nom fait référence à une militante tuée lors d'une manifestation en 1946, réalise des fresques murales, rompant de la sorte avec la conception individualiste et cloisonnée des arts et des musées. Cette pratique du muralisme de même que les concerts populaires, les expositions artistiques en plein air ou encore la publicisation démocratique de l'école démontrent la nécessité de recréer un espace commun de vie et d'échange politico-culturel. Comme le soutient Martín Bowen Silva à la suite de Peter Sloterdijk, il s'agit de penser l'affirmation d'une autonomie individuelle par la reconstitution d'espaces collectifs partagés. La recréation de ces espaces collectifs partagés, qui multiplie les possibilités d'une prise de parole populaire, est comme la réponse – sur le plan culturel – à la revalorisation de la parole collective portée par l'UP sur le plan politique.

14. Le gouvernement de Gabriel Boric (alliance de partis de gauche) a voté en mars 2023 une réforme du code du travail, faisant passer la semaine de travail à 40 heures, contre 48 heures de moyenne en Amérique latine.

15. Franck Gaudichaud, « Quand l'État chilien se proposait de construire la démocratie économique. Nationalisations, Aire de propriété sociale et système de participation des salariés durant l'Unité populaire (1970-1973) », *Les Cahiers ALHIM*, n°28, 2014.

16. Voir à ce propos l'article de Martín Bowen Silva, « El proyecto sociocultural de la izquierda chilena durante la Unidad Popular. Crítica, verdad e inmunología política », *Nuevo. Mundos nuevos*, 2008.

17. *Ibid.*

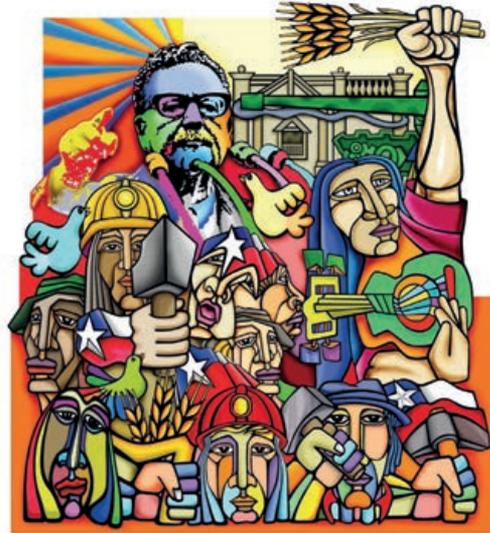
CONSTATS CRITIQUES

Plusieurs constats critiques peuvent être dressés à partir de l'étude de l'expérience culturelle, artistique et pédagogique de l'UP chilienne. Premièrement, la conception d'un enseignement strictement gratuit, organisé par l'État, dans une évidente laïcité hostile à l'ingérence religieuse se fonde sur l'idée d'une unification de son organisation : la liberté d'émancipation individuelle et collective des sujets passe par l'organisation d'un seul type d'enseignement accessible à tous et toutes, sans distinction de classe sociale. Les échecs de l'UP, en grande partie induits par la virulence de l'opposition conservatrice et par le maintien d'une économie capitaliste, ne doivent pas cacher l'ambition d'une culture pédagogique renouvelée. Celle-ci accorde une égale importance aux formations polytechnique et humaniste.

On s'étonnera toutefois de la constance d'un discours utilitariste au sein du gouvernement Allende qui souhaite continuer à former des individus productifs – cette *doxa* semble avoir acquis une légitimité en ce premier quart de XXI^e siècle, au vu de l'importance accordée au monde de l'entreprise dans l'enseignement secondaire et, plus encore, supérieur. La réalité du discours productiviste de l'UP doit toutefois être comprise à partir de la conjoncture politique et économique dans laquelle il s'inscrit, celle d'un pays en voie de changement radical (nationalisations, réformes agraires...) et qui veut faire ses preuves – c'est-à-dire maintenir une production économique exemplaire – face à une concurrence privée absolument opposée à la stabilisation de l'expérience.

Deuxièmement, l'extrême valorisation du corps enseignant, l'encouragement de son syndicalisme et l'importance conférée à la transformation du système éducatif (ENU) démontrent tout le capital symbolique dont le pouvoir entend doter la profession. Une réelle culture de l'école se crée, qui n'est malheureusement pas suivie d'une revalorisation par l'acquisition d'un capital économique, c'est-à-dire salarial. Outre les enseignants, de nombreux témoignages de personnes issues des couches populaires insistent sur le sentiment de dignité que leur offre l'UP, en donnant une visibilité et une subjectivité politique aux plus pauvres – c'est en ce sens qu'il faut comprendre le titre de l'excellent roman graphique de Désirée et Alain Frappier, *Le Temps des humbles*¹⁸. Cette transformation culturelle des mentalités éducatives se pense également au travers des arts, dont le muralisme, la nouvelle chanson, la poésie, mais aussi le théâtre et le cinéma populaires sont les fondements. On a vu en quoi le renversement idéolo-

Un mural de la Brigade Ramona Parra



gique passait par un changement d'hégémonie et par un déploiement de la critique sociale autonome et collective.

Cette mise en questionnement des cultures populaires, contre l'apparente unification de la culture dite « de masse » ou de la sacro-sainte culture chrétienne, offre une place centrale à l'altérité dans la constitution des multiples identités – preuve en sont la création de la maison d'édition Quimantú et le respect de la communauté Mapuche, identité populaire parmi de nombreuses autres. Une réalisation de cette altérité s'observe au sein de l'UP elle-même qui rassemble des partis qui ne s'accordent pas toujours entre eux, de tradition très différente, également ouverts à la critique extra-parlementaire (celle des syndicats, des mouvements ouvriers, des paysans et du MIR).

Enfin, le discours politique de l'UP peut paraître à de nombreux égards daté par le recours à une certaine grille d'analyse marxisante. Les idées d'Homme nouveau, de voie pacifiste vers le socialisme, de « pouvoir populaire », de culture et d'éducation publiques et collectives peuvent sembler en inadéquation avec la société des années 2020. Il convient de s'interroger sur cette apparence d'inadéquation. Elle dissimule une victoire idéologique, celle des politiques économiques, culturelles et pédagogiques testées par la junte militaire de Pinochet et les Chicago Boys, où l'État s'est vu réduit à peau de chagrin, avant d'être importées sur le continent européen.

Thomas FRANCK, Maître de conférences en Didactique du français à l'Université du Luxembourg et Chargé de recherche (La Cité Miroir).

18. Désirée et Alain Frappier, *Le Temps des humbles*, Paris, Steinkis, 2020.



VICTOR JARA, LE FRONDEUR ENTHOUSIASTE



*Car le chant a un sens
Quand il palpète dans les veines
De celui qui mourra en chantant
Les vérités véritables*

L'œuvre de Victor Jara (28 septembre 1932 – 15 septembre 1973) est à jamais liée à celle du Président chilien Salvador Allende. Toutes deux profondément ancrées dans le sol sud-américain, elles tracent le chemin libre de la Révolution, celle des peuples opprimés et de la Terre qui souffre. Dans le geste large du Semeur, le premier essaime ses chansons comme autant de graines d'étoiles et le second prépare la moisson d'avenir de ses profondes réformes. Ensemble, enfin, les lendemains chantent !



Victor Jara est un artiste engagé. Non qu'il ait mis ses chansons au service d'une cause, mais au sens où tout son art épouse corps et âme cette cause, devenant lui-même l'exigence d'un travail de renouveau et le martyr d'un destin impossible à abjurer.

Membre du Comité central des jeunesses communistes du Chili, Victor Jara est frappé – au sens littéral du mot – par l'injustice et le néant auquel les puissants veulent astreindre les pauvres et les sans-nom ! Enfant des « poblaciones », il connaît le sort des paysans sans terre, ceux qui travaillent jour et nuit pour trois sous « *qu'on ne voit pas dans la main*¹ ».

Il sait qu'il aurait pu être au nombre de ces 90 familles massacrées à Puerto Montt par la police parce qu'elles ont cru pouvoir cultiver des champs inoccupés comme la loi le leur autorisait à ce moment. Sa révolte prendra la forme d'une chanson qui aujourd'hui encore pointe du doigt ceux qui ont ordonné de tuer tous ces gens sans défense (*Preguntas por Puerto Montt*).

Il aurait pu être prêtre, il aurait pu être politicien. Naturellement, sa voix intérieure transforme son cri en musique ; la poésie devient une évidence et emporte en lui le *fron-*

deur enthousiaste, comme aimait à le dire son ami Pablo Neruda². À quoi bon chanter si ce n'est pas pour porter la parole perdue, volée, spoliée des sans voix ? À quoi bon être musicien si ce n'est pas pour faire entendre le Chant de sa Terre, plutôt que ces boîtes à rythmes électroniques venues du Nord qu'on entend partout ? Ces deux exigences n'en feront bientôt plus qu'une !

« AUSSI DANGEREUX QU'UN GUÉRILLERO »

Né dans la campagne de la province de Ñuble, au sud de Santiago, Victor Lidio Jara Martínez aurait bien pu devenir paysan, comme ses parents. Mais, à 17 ans, au décès de sa mère, il part suivre des études de comptabilité à l'Université de Santiago. Le petit rien qui contient tout un destin se trouve sur une affiche. C'est une annonce d'audition pour chanter *Carmina Burana* avec la chorale de son Alma Mater. Il s'y rend et en devient le ténor ! Avec la chorale, il parcourt tout le pays et en profite pour y recueillir et étudier les musiques populaires locales. Il se rend vite compte qu'il n'est pas fait pour la comptabilité et il s'inscrit à l'école de théâtre de l'Université. C'est là qu'il rencontre Joan, sa professeure d'expression corporelle. Joan Turner, Anglaise, est danseuse et chorégraphe du Ballet national du Chili et enseigne aussi à Santiago. Ils se marieront en 1960.

Passionné de théâtre, il poursuit également sa formation musicale. Dès 1957, il intègre le groupe Cuncumen, où il rencontre Angel et Violeta Parra. Parallèlement, il obtient son diplôme de l'école de théâtre et commence une carrière de metteur en scène. Les succès sont au rendez-vous et il intègre l'équipe de direction de l'Institut théâtral de l'Université du Chili (Ituch). Il sera ainsi professeur de plateau de 1964 à 1967. La même année où naît sa fille



Victor Jara gagne le Premier festival de la Chanson nouvelle

Amanda, il rencontre Salvador Allende lors de la représentation d'une pièce de Brecht qu'il met en scène. En lui serrant la main, une certitude s'impose à Victor : cet homme incarne l'avenir du pays, un avenir socialiste de justice sociale et de progrès à l'instar de ce que viennent de réussir Fidel Castro et Che Guevara à Cuba. À ses yeux, Allende est le seul homme politique qui soit en mesure de renverser les propriétaires terriens, les conservateurs et les libéraux qui dirigent le Chili. Hélas, victime de terribles campagnes de calomnies, Salvador Allende ne sera pas élu cette année 1964 ! Mais Victor comprend aussi à ce moment la puissance de la communication et prend conscience à cette occasion qu'un chanteur peut être « aussi dangereux qu'un guérillero³ ». Son engagement politique devient déterminant !

« LE CHANT QUI A MONTRÉ DU COURAGE SERA TOUJOURS UNE CHANSON NOUVELLE »

C'est à ce moment qu'il intègre le groupe Quilapayun, avant d'en prendre la direction artistique. Ensemble, ils jouent à la Peña, la salle de concert de Violeta Parra et s'imprègnent des airs mapuches et indiens, du Chili et d'ailleurs, de ces instruments folkloriques issus de la nuit des temps de la Pachamama, la Terre-Mère. Victor Jara saisit l'instant comme un point de fusion entre ses aspirations sociales et cette musique qui le lie à une identité que, depuis les Conquistadores, les puissants se sont acharnés à leur arracher, à lui et à tous ses frères. Le Peuple, soumis à une culture qui n'est pas la sienne, spolié d'une terre qui n'est plus la sienne, devient l'acteur essentiel d'une reconquête (« *El pueblo unido* »), le Frère universel qui, uni, ne sera jamais vaincu !

Pour Victor Jara, « *l'invasion culturelle est comme un arbre feuillu qui nous empêche de voir notre propre soleil, notre*

*propre ciel, nos propres étoiles*⁴ ». C'est cette symbolique qui est à l'œuvre dans toute la Nouvelle Chanson chilienne. « *La Nueva canción est un genre musical composé à des fins sociales pour mieux faire comprendre les besoins de changements sociopolitiques*⁵ ». On ne peut mieux dire ! Au Chili, le mouvement ouvrier dans les années 1950 devient une véritable force politique. Dans cette effervescence, la Nouvelle chanson chilienne s'inscrit également dans une logique socioculturelle latino-américaine et plus particulièrement dans les conflits sociaux, en faveur des classes populaires. Elle s'épanouira du Mexique à l'Argentine, du Pérou au Brésil⁶.

Violetta Parra enchante le monde avec une des plus belles chansons jamais écrites *Gracias a la vida*, hymne absolu à la vie sous toutes ses formes⁷. Victor Jara enchaîne les succès populaires : *Te recuerdo Amanda*, *El Derecho de vivir en paz*, *Canto libre*, *Abre tu ventana*, *Plegaria para un labrador*, *El Aparecido* et ce *Manifiesto* où, saluant son amie Violeta Parra qui vient de s'ôter la vie, il trace la route de toute la Nouvelle chanson : « *Là où tout parvient/Et où tout commence/Le chant qui a montré du courage/Sera toujours une chanson nouvelle/... toujours une chanson nouvelle...* ». Victor Jara et Violeta Parra donnent à cette Chanson Nouvelle ses lettres de noblesse, celles du sang et de sa couleur révolutionnaire.

1. Allusion à la chanson *Basta Ya* de Atahualpa Yupanqui : « *Sudando por un dinero/Que en la mano no se ve* ».

2. Pablo Neruda, *El hondero entusiasta* (1933). Publié en français sous le titre *Le frondeur enthousiaste*.

3. Maxence Emery, *Victor Jara : un canto libre*, revue *Ballast*, 22 octobre 2016.

4. Maxence Emery, *op. cit.*

5. Notice wikipedia de la Nueva Cancion. https://fr.wikipedia.org/wiki/Nueva_cancion

6. Avec des noms aussi célèbres qu'Amparo Ochoa au Mexique, Soledad Bravo au Venezuela, Mercedes Sosa, Atahualpa Yupanqui en Argentine, Chico Buarque, Gilberto Gil, Milton Nascimento au Brésil, Pablo Milanés à Cuba ou encore Daniel Viglietti en Uruguay.

7. Fred Hidalgo, « Victor Jara, Pour la mémoire et la justice », Blog *Si ça vous chante*, avril 2015.

Victor Jara, volontaire du travail



« FAIRE ENTRER LE PEUPLE À LA MONEDA »

Révolutionnaire, certes mais ce qui se joue au Chili est d'ordre exclusivement politique : il s'agit de vaincre dans les urnes ! Alors qu'il remporte le premier prix lors du premier Festival de la Nueva Cancion Chilena en 1969, Victor Jara s'enthousiasme pour la bataille démocratique que livre Salvador Allende pour « faire entrer le Peuple à La Moneda⁸ ». Le programme de l'Unité populaire est audacieux, il présente 40 mesures pour transformer l'économie et mettre fin aux injustices sociales. Parmi elles, la nationalisation des ressources naturelles du pays, la propriété étatique des banques, l'assistance médicale gratuite, un demi-litre de lait gratuit pour chaque enfant ou encore la radicalisation de la réforme agraire.

Ce n'est pas gagné. L'opposition bourgeoise est rude et se confronte de plein fouet. Les Chiliens donnent un nom à cette lutte des classes : les « momios » (les momies) représentent la bourgeoisie fermement opposée à l'Unité Populaire contre « el pueblo », le prolétariat conscient de lui-même, groupe en fusion à la conquête de sa liberté⁹. Les Quilapayun chantent *El pueblo unido*, Victor entonne *Venceremos*, l'hymne officiel de la campagne composé par Sergio Ortega.

« L'engagement de la Nouvelle Chanson Chilienne s'est donc matérialisé lors de la campagne électorale de Salvador Allende, se transformant alors en propagande politique. Elle a pris parti et a mis son énergie au service non seulement d'une cause et d'une population, mais d'un parti et d'un gouvernement. Elle a non seulement contribué à une révolution politique, la première élection démocratique d'un gouvernement socialiste en Amérique latine, mais également à une révolution culturelle, puisque ce sont d'autres symboles qui sont alors érigés en symboles de l'identité du nouveau Chili¹⁰ ».

Le 4 septembre 1970 restera à tout jamais le jour de l'espoir, de la foule en liesse, de l'amour brandi comme un étendard de paix au-dessus d'un monde bipolaire en pleine guerre froide qui s'enlise au Vietnam. Ce jour-là, le Peuple entre à la Moneda; ce jour-là s'ouvrent « les grandes avenues par où l'homme libre passe pour construire une société meilleure.¹¹ »

LES JAP, EXPÉRIENCE AUTOGESTIONNAIRE

Cette victoire est aussi un peu celle de Victor Jara. Il devient ambassadeur culturel du gouvernement; il organise des grandes tournées dans toute l'Amérique latine et en URSS, combattant ici le fascisme, défendant là la paix. Il dirige également l'hommage au poète Pablo Neruda qui vient de recevoir le Prix Nobel de littérature. Avec la sortie de sa célèbre chanson « *El derecho de vivir en paz* », il est sacré meilleur compositeur de l'année !

Dans le même temps, il rejoint Joan au ballet national, puis le département des technologies de la communication de l'Université technique de l'État. Ensemble, ils se joignent à d'autres travailleurs lors des travaux volontaires des JAP. Les *Juntas de Abastecimiento y Precios* (Comités de ravitaillement et des prix) sont une réponse aux pénuries organisées dans tout le pays par l'opposition réactionnaire. Ces Comités assurent une distribution égale des produits de première nécessité ainsi que les contrôles des prix alors que l'inflation et la spéculation font rage.

« L'effervescence vient aussi des quartiers populaires. Des formes de ravitaillement direct sont effectuées par des coordinations entre JAP locales, le mouvement *pobladores*, les centres de mères, les campements les plus organisés, les étudiants pratiquant le travail volontaire. On assiste, en quelque sorte, à un réveil populaire, une explosion



*autogestionnaire qui restent dans les mémoires militantes comme un moment fort, intense, vécu collectivement*¹². »

Ce début d'année 1973 commençait pourtant bien ! Victor finalisait ses derniers enregistrements, qui mettent à l'honneur le patrimoine culturel et musical chilien. Il en résulte un album, « *Canto por travesura* », qui sera plus tard interdit à la vente. Puis il s'attèle à l'enregistrement de deux disques qui ne sortiront qu'à titre posthume. Les sbires de Pinochet exécuteront leurs basses œuvres en détruisant les masters de quatre de ses disques et en interdisant la publication des quatre derniers...

L'ÉPOUVANTE

Ce matin du 11 septembre 1973, Victor Jara est en route vers l'Université où il doit inaugurer une exposition consacrée aux crimes du fascisme... À la radio, la CUT, la Centrale unique des Travailleurs, le puissant syndicat fidèle à Allende, appelle ses militants à venir défendre La Moneda.... Victor n'a pas le temps de s'y rendre, l'armée a déjà encerclé le campus ! Il est arrêté avec 600 autres étudiants et, à coups de crosse, sommé de courir derrière une jeep qui les emmène au Stade Chili. Il y est torturé et c'est avec une côte cassée qu'il est transféré au Stade national. Le Stade n'est plus qu'une immense prison où, au fil des heures, plus de 6 000 militants s'entassent.

Au témoignage de ses compagnons d'infortune, c'est à ce moment que Victor demande un crayon. Battu, supplicé, Victor Jara a encore le courage d'écrire un poème, connu sous le titre *Estadio Chile* ou *Somos Cinco Mil*, dénonçant la dictature¹³. Un poème resté inachevé ce 16 septembre car les bourreaux, pleins de haine, s'en prirent alors aux mains du chanteur-poète... Les versions diffèrent quelque peu, mais qu'importe, la torture et la souffrance furent

bien réels : les mains massacrées à coups de crosse et de bottes ou les doigts tranchés par une hache, Victor Jara n'eut que le temps de tracer au crayon sur son carnet (conservé précieusement aujourd'hui à la Fondation Victor-Jara) ces vers aussi éloquents qu'ultimes : « *Canto, qué mal me sales/cuando tengo que cantar espanto !/Espanto como el que vivo/como el que muero, espanto* » (« Ma chanson, comme tu es mal faite/quand je dois chanter l'épouvante/L'épouvante comme celle que je suis en train de vivre/L'épouvante, comme celle qui me tue. »)

« *Le samedi 15 septembre 1973, à la tombée de la nuit, après quatre jours de détention, cinq mille prisonniers entendirent une voix s'élever dans l'Estadio Chile. Cette voix, qui chantait Venceremos, « Nous vaincrons », l'un des hymnes de l'Unité populaire, était celle de Victor Jara. Il fallut une rafale de mitraillette pour faire taire son chant*¹⁴. » Un officier s'approcha et l'acheva d'une balle dans la tête. Victor Jara allait avoir 41 ans...

Ses derniers instants ont pris la forme exemplative d'un mythe, tout particulièrement grâce au témoignage de première main d'un compagnon de détention, l'écrivain Miguel Cabezas qui a raconté la scène d'une manière épique :

« *On amena Victor et on lui ordonna de mettre les mains sur la table. Dans celles de l'officier, une hache apparut. D'un coup sec, il coupa les doigts de la main gauche, puis d'un autre coup, ceux de la main droite. On entendit les doigts tomber sur le sol en bois. Le corps de Victor s'écrasa lourdement. On entendit le hurlement collectif de 6.000 détenus. L'officier se précipita sur le corps du chanteur guitariste en criant : « Chante maintenant pour ta putain de mère », et il continua à le rouer de coups. Tout d'un coup Victor essaya péniblement de se lever et comme un somnambule, se dirigea vers les gradins, ses pas mal assurés, et l'on entendit sa voix qui nous interpellait : « On va faire plaisir au commandant. » Levant ses mains dégoulinantes de sang, d'une voix angoissée, il commença à chanter l'hymne de l'Unité populaire, que tout le monde reprit en chœur. C'en était trop pour les militaires ; on tira une rafale*



8. « Avec moi, c'est le peuple qui entre à la Moneda » disait Salvador Allende, après son élection à la présidence de la république du Chili.

9. Jean-Paul Sartre, *Critique de la raison dialectique*, 1960.

10. Aurélie Prom, « Les conflits sociaux et identitaires à travers la Nouvelle Chanson Chilienne : une approche culturelle de l'histoire politique du Chili, 1950-1973 ». *Cahiers d'Histoire*, 2017, 34(1), pp. 135-156.

11. Ce sont les dernières paroles de Salvador Allende : « *Sigan ustedes sabiendo que, mucho más temprano que tarde, de nuevo se abrirán las grandes alamedas por donde pase el hombre libre, para construir una sociedad mejor* ».

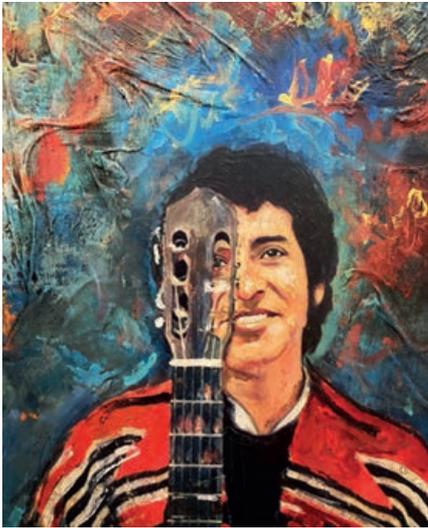
12. Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973, Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses universitaires de Rennes, 2013.

13. Joan Jara, la femme de Victor, raconte dans son livre *Un Canto truncado* (1983), l'incroyable histoire de comment nous est parvenu ce manuscrit, recopié à la hâte par un compagnon sur le papier d'une farde de cigarettes et dissimulé dans une chaussette. Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/Somos_cinco_mil.

14. Bruno Doucey, *Victor Jara, non à la dictature*, Actes Sud junior, coll. Ceux qui ont dit non, 2008.

Joan Jara Turner

Jara aujourd'hui



et Victor se plia en avant. D'autres rafales se firent entendre, destinées celles-là à ceux qui avaient chanté avec Victor. Il y eut un véritable écroulement de corps, tombant criblés de balles. Les cris des blessés étaient épouvantables. Mais Victor ne les entendait pas. Il était mort. »

Ce récit va frapper les imaginations, notamment celles de Léo Ferré, de Jean Ferrat, de Julos Beaucarne, de Bernard Lavilliers mais aussi de Pete Seeger, des Clash, de U2, de Bruce Springsteen qui tous ont vu dans ces mains sacrifiées l'écrasement de la liberté.

La version d'un des assassins de Jara est évidemment différente. Un officier, Pedro Barrientos Núñez, aurait joué à la roulette russe avec Victor Jara. Le coup parti, il ordonna au soldat José Adolfo Paredes Marquez et à quatre autres acolytes de vider leurs chargeurs sur lui, le criblant de 44 balles.

Joan Jara racontera comment elle a pu retrouver la dépouille de son mari. Abandonnés dans un terrain vague à la Población Santa Olga avec cinq autres corps, dont celui de Littré Quiroga, le directeur de l'administration pénitentiaire resté fidèle à Allende, les cadavres sont emmenés à la morgue par un groupe de civils. Réquisitionné par la junte militaire pour identifier les corps, un jeune fonctionnaire de la morgue, Hector Herrera¹⁵, alors âgé de 23 ans, reconnaît le corps de Victor qui a toujours ses mains, mais complètement broyées. Avec un immense courage, il ne dit rien aux militaires et s'organise pour sortir la dépouille clandestinement à la tombée de la nuit. Il contacte Joan et réussit à lui ramener le corps meurtri de son bien-aimé. Le 18 septembre, un fossoyeur accepte de l'enterrer en toute discrétion, en la seule présence de Joan et de leurs deux filles, Manuela et Amanda qui peignent sur sa tombe les mots « *El derecho de vivir en paz* ».

CAMARADE VICTOR JARA ? PRÉSENT ! MAINTENANT ET POUR TOUJOURS !

Joan Jara crée en 1993 la Fondation Víctor Jara, qui cherche à diffuser et à promouvoir l'héritage de son mari. Elle doit cependant attendre la mort de Pinochet pour arriver à porter l'affaire en justice. Le 4 juin 2008, le juge chilien Juan Eduardo Fuentes réouvre l'enquête sur l'assassinat de Victor Jara indiquant qu'il avait examiné 40 nouveaux éléments de preuve fournis par la famille du chanteur. Joan Jara sait que ce meurtre est devenu un symbole international de la lutte pour les droits de l'être humain, de sa dignité, de sa liberté. Cette enquête mènera notamment à l'exhumation de la dépouille de Victor Jara et à son autopsie. Il a gardé les traces de 44 balles, dont le coup de grâce...

Après trois jours d'hommage populaire, Victor Jara est enterré officiellement le 5 décembre 2009 au *Cementario general* de Recoleta à Santiago. Joan, officiellement Chilienne depuis le 3 mars, ses deux filles, la présidente du Chili Michelle Bachelet et plus de 12 000 personnes défilent pendant sept heures pour lui rendre hommage et jeter des œillets rouges au passage du cortège funèbre. Comme de coutume, à chaque fois qu'un camarade tombe au combat, un autre, à l'appel de son nom, répond présent pour lui afin que la ligne des Combattants ne soit jamais rompue. Camarade Victor Jara, présent, maintenant et pour toujours !

L'enquête se poursuit toutefois contre les responsables et auteurs des assassinats de la dictature, malgré le fait que la famille Jara considère que l'armée en protège certains et que d'autres se soient enfuis aux États-Unis. Depuis 2006, le travail admirable de la journaliste indépendante Pascale Bonnefoy Miralles permet de retrouver la trace des assassins. Ses enquêtes mènent la justice chilienne,



en janvier 2013, 40 ans après les faits, à faire incarcérer quatre personnes, dont Hugo Sánchez, officier responsable de l'exécution du chanteur. Le 24 juillet 2015, dix anciens militaires sont mis en accusation pour l'emprisonnement et l'assassinat de Victor Jara. Huit d'entre eux sont condamnés trois ans plus tard, en juillet 2018, à dix-huit ans de détention dont quinze fermes et incompressibles pour « homicide qualifié ». Parmi eux se trouve l'ignoble Edwin Dimter Bianchi, connu comme le principal auteur des tortures qu'a dû endurer Víctor Jara, celui qui s'est sauvagement acharné sur son corps et ses mains.

L'officier du groupe soupçonné d'avoir tiré le coup de grâce dans la nuque de Víctor Jara, Pedro Barrientos Núñez, vit quant à lui en Floride aux États-Unis. En juin 2016, un jury fédéral américain le déclare coupable du meurtre et le condamne à verser 28 millions de dollars à la famille Jara ! Aujourd'hui encore, le Chili réclame son extradition... En vain...

LA DICTATURE, SANGLANTE ET ABSURDE

Un rapport officiel¹⁶ publié après le retour de la démocratie au Chili en 1990, a montré que 3 197 personnes sont mortes ou ont disparu sous la dictature. Ils furent sûrement plus nombreux puisque ce rapport ne dénombre que 46 personnes tuées au Stade national aux premiers jours du golpe alors que plus de 250 meurtres ont pu y être identifiés, notamment après les témoignages obtenus par la presse internationale autorisée à rentrer dans le Stade en 1974 pour assister au match le plus absurde de l'histoire du football ...

En effet, comme le raconte le journal *Le Monde*¹⁷, le général Pinochet accepte, sous la pression de la Fédération internationale de football (FIFA) de déplacer les prisonniers du Stade national le temps d'un match de qualification à la Coupe du monde 1974.

« Le 21 novembre 1973, le Chili doit affronter l'URSS. Mais son adversaire refuse de jouer dans un stade « taché de sang ». Le match le plus absurde de l'histoire du foot se déroule alors sous les yeux de 15 000 spectateurs ébahis. Et pour cause, il n'y a qu'une équipe sur le terrain, la FIFA ayant ordonné à l'équipe chilienne de disputer malgré tout



la « rencontre ». Une fois cet épisode grotesque terminé, les détenus seront une nouvelle fois transférés dans le stade, qui servira de prison jusqu'en 1974. »

En septembre 2003, le Stade national est renommé Stade Victor-Jara !

PLACE DE LA DIGNITÉ

Automne 2019, Santiago de Chili. La loi martiale est imposée. Le peuple se bat depuis des mois contre les inégalités dues aux mesures d'augmentation des prix des services publics. Sa révolte est née d'une hausse du prix du ticket de métro. Ce mercredi 23 octobre, un chant pourfend la nuit qui s'abat à nouveau sur Santiago. Ayleen Jovita, soprano chilienne, chante *El derecho de vivir en paz* de Víctor Jara à sa fenêtre malgré le couvre-feu imposé par le gouvernement depuis le soulèvement du peuple. Elle illumine de sa voix diaphane la ville accablée de misère. La vidéo fait le tour du monde sur les réseaux sociaux et enflamme les cœurs ! Les têtes se redressent, les poings se lèvent, la Résistance s'organise ! Un souffle d'espoir s'empare à nouveau du peuple chilien qui, le surlendemain, voit un million et demi de ses enfants manifester sur la plaza Italia, depuis nommée Plaza de la Dignidad, et l'Alameda, l'avenue qui mène au palais présidentiel. Ils scandent les noms de Salvador Allende et de Victor Jara ! Les manifestations conduisent la classe politique chilienne à s'accorder sur l'organisation le 25 octobre 2020 d'un référendum sur un changement de Constitution ainsi que sur la convocation d'une Assemblée constituante chargée de sa rédaction.

Les fascistes ne s'y trompent pas et n'hésitent pas, à deux reprises en 2020 et en 2021, à profaner et saccager la tombe de Victor Jara. Mais c'est trop tard : quand le chant devient un serment d'alliance et de résistance, le peuple chilien devient universel. Poète, chanteur et martyr, le visage de Victor Jara, le frondeur enthousiaste, est désormais devenu un symbole, celui de la lutte des peuples contre l'arbitraire et la dictature ; celui des mauvais jours qui finiront lorsque la démocratie et la paix permettront enfin au peuple d'être heureux.

Pierre VERMEIRE, Secrétaire de rédaction du journal Tribune de l'IRW-CGSP.

15. Hector deviendra ami avec Joan et sera lui-même, militant communiste, réfugié politique en France.

16. Le Rapport Rettig, publié en 1991 et officiellement appelé « Rapport de la Commission nationale Vérité et Réconciliation » est le résultat d'une enquête sur les violations des droits de l'homme commises sous la dictature militaire d'Augusto Pinochet au Chili de 1973 à 1990.

17. https://www.lemonde.fr/football/article/2015/07/04/la-memoire-du-chilien-fouie-dans-son-stade_4670457_1616938.html.

LA PUISSANCE POLITIQUE DE LA POÉSIE



La poésie est un genre littéraire que l'on croit souvent réservé aux classes supérieures, à une culture élitiste, pétrie de références inaccessibles au commun des mortels. Rien n'est moins vrai ! La poésie accompagne depuis toujours les mouvements contestant l'ordre établi, les injustices, les discriminations et les inégalités.



Avant d'aller plus loin dans le rapport politique de/à la poésie, il faut rappeler un champ spécifique de l'action poétique, moins actuel mais qui a connu ses heures de gloire : le poète au service des puissants, celui qui loue l'action du roi, du souverain, du suzerain, du seigneur. Celui dont le rythme des mots berce la population, apaisant ses colères, chante les succès du roi, taisant son infortune. Parce que d'une même pièce – la puissance des poèmes – on peut tirer deux faces : soutenir les plus forts ou porter la voix des plus faibles.

POÈTE NATIONAL BELGE

De nos jours, il existe encore ce qu'on appelle des poètes nationaux. Loin d'assommer de louanges leurs concitoyens, ils et elles sont engagés afin de composer des poèmes pour le pays et sa population, pour renforcer les liens entre ses communautés.

Saviez-vous que la Belgique avait son propre poète national depuis 2014 ? Le titre de « Poète national » n'est pas officiel mais symbolique, visant à valoriser les échanges littéraires et culturels entre les trois communautés linguistiques de notre pays. Le ou la Poète national(e) belge est désigné(e) pour une période de deux ans durant laquelle il ou elle a pour mission d'écrire au moins 12 poèmes (6 par an) sur des thématiques liées à l'actualité ou à l'histoire de notre pays et/ou de la société. Et grâce à l'aide d'un collectif de traducteurs, tous les poèmes écrits par le Poète national sont disponibles dans les trois langues nationales (www.poetenational.be). Tous les deux ans, le Poète national cède le crayon à un poète issu d'une autre communauté linguistique. En ce moment, le néerlandophone Mustafa Kör est notre Poète national.

« Femmes de la mine », quatrième poème du poète national belge Mustafa Kör

Elles ont cédé aux puits
les plus profonds
leurs maris et leurs fils

Fouiller au cœur de l'obscurité
où gisent de préhistoriques colosses
Y descendre, c'est une chose
en ressortir sain et sauf, c'est autre chose

Appel ou chant des sirènes
Quelque chose les a ensorcelés
L'or de la terre reposerait là enclavé
dans la pierre et l'infinie poussière
Ils y taillaient leur pain noir pour finir
toussant saignant s'effritant

Mais un cœur de femme le sait bien
Pour celles qui ont donné la vie
rien n'est pire que d'attendre

Dans le monde ouvrier on accouche
des héros du pain quotidien car quelqu'un
doit braver l'obscurité et le danger

Entre des mains et des poumons meurtris
ils ramènent chez eux leur lumière
pour en inonder la table où l'on mange.

Traduction : Katelijne De Vuyst, avec Danielle Losman et Pierre Geron
www.poetenational.be



En 2024, le rôle ira à la poétesse et slammeuse francophone Lisette Lombé, autrice notamment du recueil « Brûler Brûler » qui a construit son art sur le feu intérieur qui brûle mais ne détruit pas, duquel jaillit la colère juste qui dit les injustices : « J'écris, debout, entourée de cracheuses de feu, de contorsionnistes et de lanceuses de couteaux. Ma matière poétique pulse dans chaque corps qui lutte pour ne pas perdre souplesse et superbe, dans l'effilochure du costume qui renseigne sur la paye, dans la sueur, les blessures et les solitudes démaquillées à la lumière du jour. J'écris comme les numéros qui se succèdent, dans le rythme et l'urgence. J'écris pour les vivants, dans une langue qui s'adresse aux derniers rangs. J'écris pour la métamorphose des coulisses et des abords des chapiteaux. »¹

ENGAGEMENTS POÉTIQUES

Considéré comme le poète national du Chili, Pablo Neruda (1904-1973) était également fort engagé politiquement dans son pays. Militant communiste actif, il avait dû s'exiler dès 1947 en Argentine pour fuir la répression contre le Parti communiste chilien. Ami du président Salvador Allende, nommé ambassadeur du Chili à Paris par son gouvernement en 1970, il a reçu le prix Nobel de littérature en 1971. Pour dire son engagement politique, c'est le poète qui parle : « Le poète contemporain a cherché une issue

à son angoisse. Quelques-uns se sont réfugiés dans le mysticisme ou dans le rêve de la raison. D'autres se sentent fascinés par la violence spontanée et destructrice de la jeunesse ; ils vivent l'instant présent, sans considérer que cette expérience, dans notre monde actuel si belliqueux, a toujours conduit à la répression et au supplice stérile. J'ai trouvé dans mon parti, le parti communiste chilien, un groupe important de gens simples, qui avaient laissé loin derrière eux la vanité personnelle, le mythe de la dictature, les intérêts matériels. Je me suis senti heureux de connaître des gens intègres qui luttaient pour l'honnêteté collective, c'est-à-dire pour la justice². »

Son « Canto general » (chant général) paru en 1950 a inspiré tant de militants, de terrain comme des arts, il fut repris et mis en musique par le compositeur grec Mikis Theodorakis entre 1972 et 1974. Comme un hommage aux paroles du poète chilien, le compositeur grec met en évidence le destin parallèle des deux peuples qui se croisent et se rejoignent à l'heure où le Chili s'enferme dans une longue et terrible nuit, d'où la Grèce vient tout juste de sortir. Chanté en espagnol, le *Canto General* rappelle aux Grecs combien leur chance d'être sortis du fascisme (la dictature des colonels) reste fragile, et que la bête a déjà de nouveau frappé ailleurs, contre laquelle il faudra encore lutter et résister. Hymne aux nations opprimées, c'est un chant d'espoir au cœur des révoltes pour la liberté.

METTRE LES MOTS AU SERVICE DES VALEURS

La poésie revêt bien des formes et offre à ses lecteurs des textes bien plus accessibles qu'on ne le pense. Certes, il y a, comme dans tout genre littéraire, des poésies ardues, hermétiques, dont la compréhension nous échappe de premier (et parfois même de second) abord. Mais que de belles découvertes si l'on suit les pas de ceux et celles qui ont choisi de mettre leurs mots au service de leurs espoirs d'une société plus égalitaire et juste.

Souvenez-vous d'Amanda Gorman. Elle est la première à porter le titre de Poète lauréat junior des États-Unis en 2017. Elle fut choisie pour composer un poème sur l'unité nationale et le réciter lors de la cérémonie d'investiture de Joe Biden à la présidence des États-Unis en 2021. Dans son poème, *The Hill We Climb* (La colline que nous gravissons), Amanda Gorman apporte un regard lucide sur les divisions du monde américain, les désillusions et les espoirs de ses citoyens. Par ses rythmes et ses sonorités,



1. L'Iconoclaste, coll. L'Iconopop, 2020.

2. Pablo Neruda, J'avoue que j'ai vécu, p. 472.

la poésie s'engage à nos côtés, elle décrypte le monde, l'interpelle et nous enjoint à agir sur notre réalité. Elle n'est ni mièvrerie, ni pédanterie, elle est lucidité. Par les mots prononcés, soudain les affres deviennent audibles, la réalité palpable, malgré et contre les dénis qui nous habitent parfois.

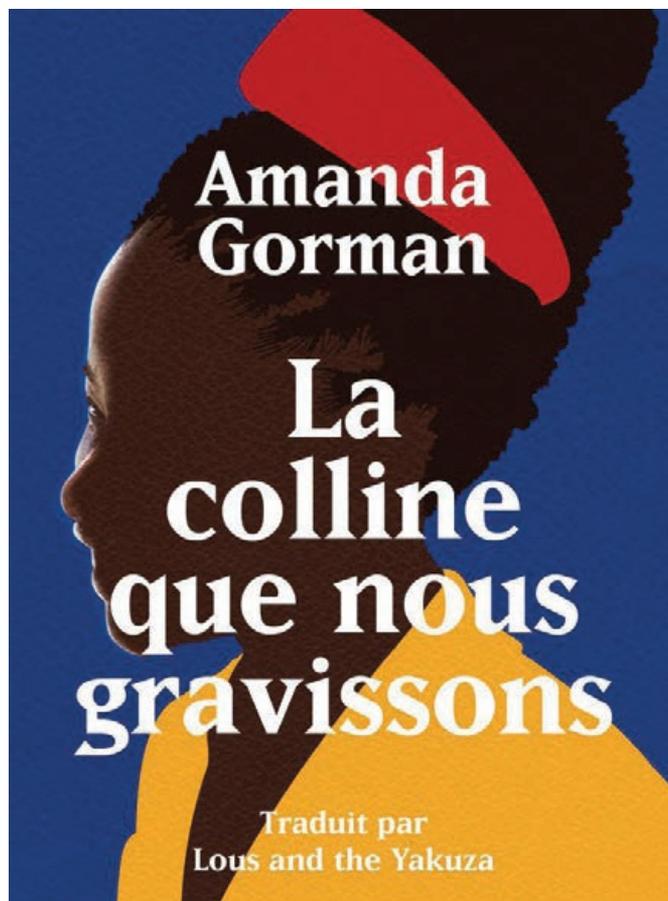
**Amanda Gorman, *The Hill We Climb* - extrait
(*La colline que nous gravissons*, traduit par Lous and the Yakuza, Fayard, 2021)**

*We are striving to forge a union with purpose / Nous nous battons pour forger une union avec un but
To compose a country committed to all cultures, colors, characters and / Pour composer un pays engagé dans toutes les cultures, couleurs, personnages et conditions of man / conditions de l'homme
And so we lift our gazes not to what / Et nous levons nos regards non pas vers
stands between us / ce qui se tient entre nous
but what stands before us / mais vers ce qui se tient face à nous
We close the divide because we know, to put our future first, / Nous mettons fin au clivage parce que nous savons, mettre notre futur en premier,
we must first put our differences aside / nous devons mettre nos différences de côté
We lay down our arms / Nous déposons nos armes
so we can reach out our arms / pour atteindre nos bras
to one another / et en former un autre.*

LA POÉSIE COMME LECTURE DU MONDE

La poésie interroge le monde, elle le décrypte, le tord dans tous les sens pour en retirer l'essence. Elle le triture pour mettre à nu ses incohérences et les porter au monde. Parce qu'elle peut réécrire les codes et syntaxes, elle est par nature subversive. Ne nous y trompons pas, il y a plus de poètes forcés à l'exil ou torturés et assassinés par les régimes dictatoriaux que de romanciers... Parce que la poésie ouvre les possibles : en associant des mots, en renommant des idées, la poésie s'ingénie à nous faire réfléchir sur le monde dans lequel nous vivons. Elle nous pousse à nous interroger sur le réel, sur notre réalité, sur la réalité que nous souhaiterions et pour laquelle nous ne nous battons peut-être pas encore. Elle est une pratique de l'attention soutenant la résistance à l'injuste et l'inégal : pour résister, il faut voir les choses, il faut les entendre, être présent à ce qui est plutôt que détourner le regard. Lorsque le poète turc Nâzım Hikmet (1901-1963), qui a vécu quinze années de prison, l'exil et la clandestinité pour ses paroles d'espoir et de liberté, écrit son poème *À propos du mont Uludag* (dont voici un extrait), il dénonce l'immobilité imposée, revendique l'insoumission du regard :

*Voilà sept ans que nous nous fixons
les yeux dans les yeux
cette montagne et moi.
Et nul ne bouge ni elle
ni moi.*





Guillaume Apollinaire

Quand notre poète national Mustafa Kör évoque sa perception du rôle de la poésie et donc celui du poète, il rappelle son caractère intense, sans demi-mesure : « *C'est ainsi que la poésie devrait être : sans compromis, sans ménagement, y compris avec elle-même. C'est précisément parce que le poète ne se ménage pas que sa poésie est capable d'ouvrir de nouvelles perspectives, de se renouveler, de nous mettre au défi, mais aussi de reconforter, de purifier. La poésie tourmentée, bien qu'elle soit plus hermétique, nous apprend et nous fait voir bien plus de choses sur nous-mêmes que sous ses formes plus sages.* »³ La poésie est une lecture du monde qui, par son intransigeance, éclaire les esprits et ouvre les cœurs.

LIBÉRER LE REGARD POUR RÉSISTER

La poésie, c'est aussi ce vent de liberté, celui de penser autrement, d'être différent, de vivre intensément là où certains voudraient que nous nous anesthésions et roulions sur une seule voie, droit devant, alors que nous rêvons de multiplier les chemins de traverse. Quand on est bouleversé par un poème, nous ressentons la vastitude du monde et de notre existence, les liens qui unissent par-delà les espèces, nous remettant en contact avec ce qui est profondément vivant en nous et que la société peut parfois (souvent ?) s'ingénier à étouffer. La poésie, parce qu'elle en appelle avec force et conviction aux émotions, apporte aux causes qu'elle soutient un élan de vie.

Refuser de rentrer dans le moule d'une société qui voudrait faire de nous des agents productifs et zélés pour accroître la croissance économique, arrêter de faire exactement ce qu'on nous dit, dévoiler le sens caché de pratiques quotidiennes qui asphyxient la vie en nous. Voilà le rôle que remplit la poésie. La poésie rend sa place au vivant en nous et à travers nous, nous reconnecte à ce feu intérieur dont les braises attendent d'être ravivées.

Elle permet de sortir du binaire et de la pensée dichotomique, par son usage créatif des mots, des associations, des métaphores. C'est un endroit de liberté pour sortir des conditionnements et injonctions, des cases et des étiquettes, d'où le poète espère venir toucher chacun pour le relier à tout ce qui l'entoure : au monde, aux autres, au vivant, à une part de soi peut-être écrasée par les pressions sociales, oubliée derrière les armures de paille.

Comme le disait le poète français Guillaume Apollinaire (1880-1918) dans ce poème écrit pendant la Première guerre mondiale⁴ : il est grand temps de rallumer les étoiles...

IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ETOILES

*... Puis le temps est venu le temps des hommes
J'ai fait la guerre ainsi que tous les hommes
C'était au temps où j'étais dans l'artillerie
Je commandais au front du nord ma batterie
Un soir que dans le ciel le regard des étoiles
Palpitait comme le regard des nouveaux-nés
Mille fusées issues de la tranchée adverse
Réveillèrent soudain les canons ennemis.
Je m'en souviens comme si cela s'était passé hier
... Et tous mes canonnières attentifs à leurs postes
Annoncèrent que les étoiles s'éteignaient une à une
Puis l'on entendit de grands cris parmi toute l'armée*

ILS ETEIGNENT LES ETOILES A COUP DE CANON

*Les étoiles mouraient dans ce beau ciel d'automne
Comme la mémoire s'éteint dans le cerveau
De ces pauvres vieillards qui tentent de se souvenir
Nous étions là mourant de la mort des étoiles
Et sur le front ténébreux aux livides lueurs
Nous ne savions plus que dire avec désespoir*

ILS ONT MEME ASSASSINE LES CONSTELLATIONS

*Mais une grand voix venue d'un mégaphone
Dont le pavillon sortait
De je ne sais quel unanime poste de commandement
La voix du capitaine inconnu qui nous sauve toujours cria*

IL EST GRAND TEMPS DE RALLUMER LES ETOILES

Et ce ne fut qu'un cri sur le grand front français

AU COLLIMATEUR A VOLONTE

*Les servants se hâtèrent
Les pointeurs se pointèrent
Les tireurs tirèrent
Et les astres sublimes se rallumèrent l'un après l'autre
Nos obus enflammaient leur ardeur éternelle
L'artillerie ennemie se taisait éblouie
Par le scintillement de toutes les étoiles
Voilà, voilà l'histoire de toutes les étoiles
**Et depuis ce soir-là, j'allume aussi l'un après l'autre
Tous les astres intérieurs que l'on avait éteints ...***

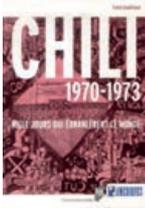
Vaïa DEMERTZIS,

chargée d'analyses à l'IRW-CGSP.

3. www.poetenational.be.

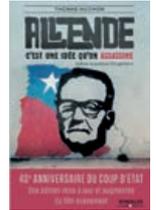
4. Prologue de son drame surréaliste « Les mamelles de Tirésias ».

PISTES POUR APPROFONDIR



UN LIVRE ISSU D'UNE THÈSE DE DOCTORAT qui analyse les trois années de la présidence d'Allende sous l'angle des mouvements sociaux : Franck Gaudichaud, *Chili 1970-1973: Mille jours qui ébranlèrent le monde*, Presses Universitaires de Rennes, 2013.

UN LIVRE DOCUMENTAIRE DU JOURNALISTE Thomas Huchon, *Allende, c'est une idée qu'on assassine*, Éditions Eyrolles, 2013.



TROIS ROMANS DE LITTÉRATURE CHILIENNE (ANNÉE D'ÉDITION EN FRANÇAIS):



- Une saga familiale écrite par la nièce de Salvador Allende et inspirée de ses souvenirs d'enfance : Isabel Allende, *La maison aux esprits*, Le livre de poche, 1984.



- La découverte du militantisme par un écrivain chilien qui l'amènera à la prison et à l'exil jusqu'au bonheur tardif du retour : Luis Sepulveda, *Le neveu d'Amérique*, Seuil/Points, 1988.



- Un hommage au poète Pablo Neruda disparu le 23 septembre 1973, douze jours seulement après le coup d'État fatal à Salvador Allende : Antonio Skarmeta, *Une ardente patience*, Seuil/Points, 1985.

QUATRE LIVRES D'AUTEURS BELGES SUR LE CHILI DE 1973:



- Une course-poursuite haletante dans le Chili qui vient de tomber aux mains de la dictature de Pinochet : Michel Claise, *Cobre (cuivre)*, Éditions Luce Wilquin, 2019.



- Une plongée en apnée dans les pires heures du « Golpe » (coup d'État du 11/09/1973) : Patricia Fontaine, *Pile et Face*, Academia, 2018.



- Un exilé chilien, malade des tortures endurées, se retrouve seul dans une Belgique où il devra réapprendre à vivre : Pierre Mertens, *Terre d'asile*, Grasset, 1978.

- Un témoignage poignant des geôles de la dictature : Sergio Rojas Fernandez, *Mémoires de la Peur*, À compte d'auteur, 2020.



DEUX RECUEILS du poète chilien Pablo Neruda, prix Nobel de la littérature en 1971 et ami de Salvador Allende : son chef-d'œuvre *Chant général*, Gallimard, 1977 (1950 en espagnol) et ses mémoires *J'avoue que j'ai vécu*, Folio, 1975 (1974 en espagnol).

UN ROMAN GRAPHIQUE qui dessine l'histoire du Chili à travers l'intimité : Désirée et Alain Frappier, *Là où se termine la terre. Chili 1948-1970*, Steinkis, 2017, suivi par *Le temps des humbles. Chili 1970-1973*, Steinkis, 2020.



PISTES POUR APPROFONDIR

UN ALBUM JEUNESSE qui décrypte une dictature militaire à travers les yeux d'un enfant qui cherche à comprendre les événements dont il est témoin : Antonio Skarmeta et Alfonso Ruano, *La rédaction*, Syros Jeunesse, 2007.



UN RÉCIT DOCUMENTAIRE JEUNESSE qui présente la vie et l'œuvre de l'auteur-compositeur chilien résistant Victor Jara : Bruno Doucey, *Victor Jara : « Non à la dictature »*, Actes Sud junior, 2015.

UN DOSSIER DE REVUE qui retrace les origines du coup d'État de 1973 : Revue *L'Histoire*, « Chili, 1973, anatomie d'un Coup d'État », n°391, septembre 2013, pp.37-62.

UN DOSSIER DOCUMENTAIRE en ligne de la bibliothèque de Sciences Po Paris sur la période du coup d'État militaire à la fin de la dictature (1973-1988), dont une chronologie : <https://www.sciencespo.fr/bibliotheque/fr/rechercher/dossiers-documentaires/chili-1973-1988.html>.



UN DOSSIER D'ANALYSES en ligne sur l'actualité sociopolitique chilienne par le Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) : <https://www.cadtm.org/Chili>.

DEUX CAPSULES VIDÉOS d'« Histoires oubliées » n°9 et 10 produites par l'IRW-CGSP : www.irwcgsp.be/histoires-oubliees/.



UN DOCUMENTAIRE VIDÉO « *Le Chili, un nouveau Cuba ?* » du 23 octobre 1970 produit par l'Office national de radiodiffusion télévision française (ORTF) sur l'accession d'Allende à la présidence : <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf93022228/le-chili-un-nouveau-cuba>.

UN PODCAST « *Chili, l'autre 11 septembre* » en 4 épisodes par l'émission *Sur les docks* de France Culture en 2013 : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sur-les-docks-14-15/chili-l-autre-11-septembre-1-4-la-revolution-allende-6638084>. Titres des épisodes : « La révolution Allende » ; « Les braises de l'espoir » ; « Le flambeau de l'utopie » ; « Canto libre ».





LES CAHIERS DE L'IRW

Publication apériodique de l'IRW-CGSP
Siège : Rue de Namur 47, 5000 Namur (Beez)

Éditeur responsable :

Patrick LEBRUN, Secrétaire général

Direction :

Laurent PIRNAY, Secrétaire général adjoint

Coordination :

Vaïa DEMERTZIS, chargée d'analyses à l'IRW-CGSP
Pierre VERMEIRE, secrétaire de rédaction du journal Tribune de l'IRW-CGSP

Ont participé à ces Cahiers CHILI 1970-1973 :

Vaïa DEMERTZIS, Xavier DUPRET, Thomas FRANCK, Eduardo FUENTES PAREDES,
Franck GAUDICHAUD, Jean-Paul MAHOUX, Laurent PIRNAY, Herminia RODRIGUEZ,
Carmen SIMON, Elsa SIMON, Gaston SIMON, Pierre VERMEIRE.

Graphisme, couverture et mise en page :

Miguel BRICHARD

Conception :

UNIVERS PRINT
Rue de Mettet 121, 5620 Florennes

Ces Cahiers CHILI 1971-1973 sont édités à l'occasion de la commémoration de l'expérience du gouvernement de Salvador Allende au Chili, 50 ans après le coup d'État du 11 septembre 1973.

La diffusion de ces Cahiers est entièrement gratuite.
Toute reproduction ne peut cependant se faire sans en citer la provenance.

Achévé d'imprimer en septembre 2023.

IRW-CGSP
Les Cahiers de l'IRW

CHILI 1970-1973 CAHIER I